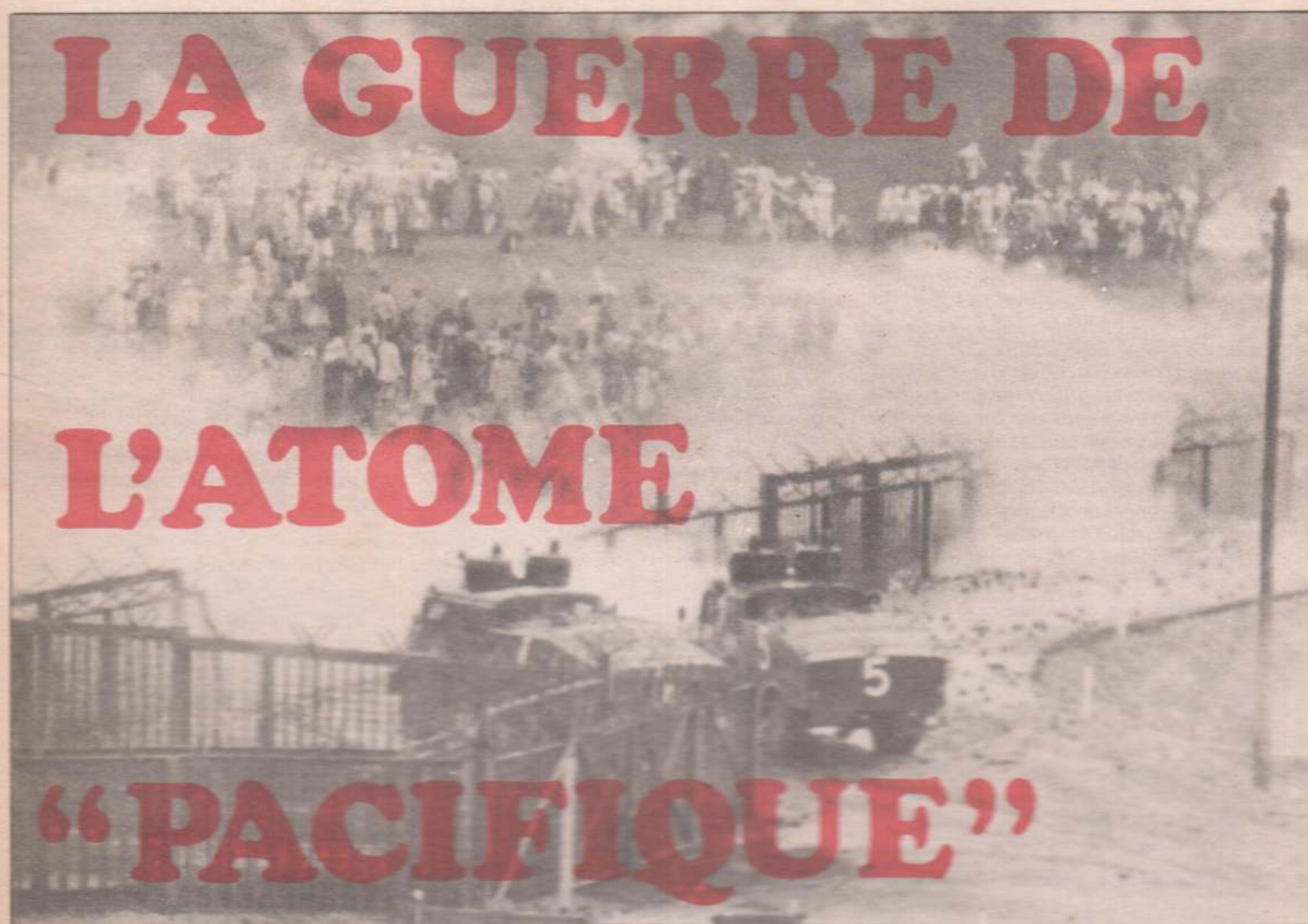


La Guerre ouverte

14.000 MORTS
DE FAIM
PAR JOUR
(P. 7)

n°152 mercredi 6 avril 1977 - suisse 3 FS hebdomadaire d'écologie politique canada 1,75 \$ - belgique 49FB - france 5F



● FLAMANVILLE :
première bataille
de l'année le
dimanche 10 avril
(p. 13)

● ALLEMAGNE :
la radioactivité et
ses ennemis (dos-
sier p. 9-12)

● MALVILLE :
l'E.D.F. et la
tactique du fait
accompli (p. 2)

● CHALON-SUR-
SAONE,
le 23 avril, mobili-
sation contre
Hyper-Phénix (deux
surgénérateurs).

● SACLAY :
une centrale de
plus ? (p. 2)

CETTE photo n'est pas celle d'une bataille de la dernière guerre. Elle a été prise le 20 mars dernier à Grohnde, en Allemagne fédérale. Les affrontements entre l'armée et les manifestants anti-

nucléaires auraient fait plusieurs dizaines de blessés. L'Etat allemand montre ainsi la voie à l'Etat français, en prévision des rassemblements à Flamanville, Malville et autres lieux. Les Etats vont jusqu'à la guerre

civile pour protéger leur néo-fascisme technique et consolider le règne de la marchandise. Ainsi lèvent-ils le masque de l'atome « pacifique ». Leur victoire serait bien la mort de la civilisation. (Photo A.P.)

LES DOSSIERS DE SUPER-PHENIX

Parmi les documents subtilisés à la NERSA Lyon (voir G.O. N° 149) une « information confidentielle » destinée à Marcel Boiteux concernant l'affaire Creys-Malville, un compte-rendu d'une communication téléphonique entre le préfet de l'Ain et un responsable de la NERSA. Nous les reproduisons ci-dessous. Le reste des 60 kg de papier sont actuellement étudiés par des personnes compétentes, et vont faire l'objet d'un dossier spécial NERSA qui sera largement diffusé dans les semaines à venir.

ELECTRICITE DE FRANCE/NERSA
EdR/YC

10.9.1976

CONFIDENTIELLE

Information à l'attention de
Monsieur BOITEUX
concernant l'affaire CREYS-
MALVILLE
par la NERSA

1 - Nous ressentons de la manière la plus nette que la meilleure façon de contrecarrer la contestation se développant au plan local et national est d'engager au plus vite, de manière irréversible l'opération et de rendre publique cette décision. Ainsi, il faudrait que :

- la « Déclaration d'Utilité Publique » soit acquise au plus vite. Elle a été adressée au conseil d'Etat le 24 Août 1976. L'enquête publique a été ouverte en Septembre 1974 après une demande déposée en Juillet 1973.

- le « Decret d'Autorisation de Création » soit « désenlisé ». La demande correspondante a été adressée au Ministère de l'Industrie et du Commerce en Mars 1974. La procédure s'est déroulée sans difficulté particulière mais elle est actuellement au point mort depuis 7 mois par suite de divergence de vues entre Ministère de la Santé et de l'Industrie et du Commerce.

- le Conseil de Surveillance de NERSA se prononce favorablement sur la décision de construire le 15 Octobre prochain.

2 - Par ailleurs, il est bien certain qu'un soutien plus important et plus efficace au plan national améliorerait sans aucun doute l'impact de l'information locale que nous développons. En ce qui concerne celle-ci, les premières réponses que nous recevons suite à la distribution massive (17 000 exemplaires) du numéro 1 du bulletin périodique « CREYS-MALVILLE Informa-

tions », mettent en évidence un accueil largement favorable des populations. Il n'en reste pas moins que la contestation est toujours très vive et nos opposants très efficaces. Ainsi :

- la convocation en session extraordinaire du Conseil Général de l'Isère les 23 et 24 Septembre 1976 (précédée d'une visite à PHENIX le 21) est très préoccupante. En effet, il est prévisible, d'après les informations recueillies, que le vœu émis par les conseillers fera état d'une demande de moratoire.

- les manifestations prévues à GRENOBLE et à MORESTEL les 17 et 18 Septembre prochains attestent du regain d'activité de la contestation après la période des vacances.

Il est certain, d'autre part, que la contestation locale serait à nouveau alimentée et prendrait une autre forme si les Etablissements NEYRPIC de GRENOBLE n'obtenaient pas des fabrications escomptées dans le cadre de la chaudière nucléaire confiée à NOVATOME.

3 - En ce qui concerne l'avancement des travaux sur le site, un certain nombre de réalisations limitées ont été entreprises, ce qui permet de maintenir une activité minimale sur le chantier et, par la suite, une attaque plus franche des gros travaux dès qu'ils seront possibles.

Une telle activité pourra se maintenir jusqu'en Novembre prochain mais il est indispensable que le chantier ne soit pas interrompu et, qu'à partir de cette date, les travaux importants soient engagés.

S'il n'en était pas ainsi, cette nouvelle interruption du chantier serait interprétée, par les opposants, comme une hésitation de notre part devant la contestation.

DIFFUSION :
M. TACCOEN - EGPSE (2)
M. BANAL
M. SAITCEVSKY
M. ROBERT
M. LEJEUNE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Région d'Équipement ALPES LYON

Le 9 Mars 1977
EdR/YC

COMPTE RENDU DE
COMMUNICATION
TÉLÉPHONIQUE
entre M. le Préfet de l'Ain
et M. Robert le 9 Mars 1977

Monsieur le Préfet de l'Ain m'a fait part du désir du Conseil Général de ce département de voir organiser un débat sur Creys-Malville.

Les conditions de ce débat seraient les suivantes :

- lieu : Bugey
- débat privé devant les conseillers généraux
- orateurs :
 - M. Saitcevsy et ses collaborateurs
 - un opposant à désigner.

Le Conseil Général a proposé au Préfet de faire venir un représentant du CERN, mais ils se sont tous récusés.

D'autre part, le Préfet ne veut pas du Professeur Lebreton. Il demande donc que nous lui propositions un opposant de notre choix (Professeur Kowarsky ?).

- date : lundi 2 mai 1977 (à la suite d'une session du Conseil Général).

N.B. - Comme vous le savez, nous avions préparé un certain nombre de dossiers que je fais réactualiser par M. Lucenet.

Destinataires :
MM. Saitcevsy
Cazelles
Robert
Durr
Lucenet

Pour information : M. Banal



"THERMOS": UNE CENTRALE NUCLÉAIRE A SACLAY ?

Le C.E.A. projette d'installer dans le centre d'études nucléaires de Saclay un réacteur producteur de chaleur. C'est le « projet Thermos ». Il s'agit d'un réacteur à uranium enrichi et eau légère, d'une puissance thermique de 50 mégawatts, pouvant être

poussé jusqu'à 100 MW. Il utilise un combustible type « caramel ». Il fonctionne sous faible pression (6 bars) et produit de la vapeur à 120°, destinée au chauffage domestique. Le cœur est enterré et surmonté d'une piscine, également enterrée. Il serait, dit-on, facile à piloter et un chauffagiste y suffirait.

Il coûterait 100 millions de francs et, poussé à 100 MW, fournirait le chauffage et l'eau chaude à une agglomération de 70.000 habitants. La décision de le construire serait prise en avril. D'après les renseignements obtenus, les tuyauteries amenant la vapeur aux lieux d'utilisation poseraient plus de problèmes au C.E.A. que le réacteur lui-même. Cet organisme insiste pour que « Thermos » soit une tête de filière, c'est à dire pour qu'on installe beaucoup de réacteurs analogues dans des agglomérations susceptibles de se munir de systèmes de chauffage nucléaire urbain. Que devient le chauffage électrique intégré d'EDF là-dedans ?

Du point de vue sécurité, ces réacteurs producteurs de chaleur paraissent moins dangereux que les réacteurs électrogènes : ils sont enterrés, température et pression sont faibles et les systèmes mécaniques sont simples,

Mais ils produiraient des déchets radioactifs, dont le stockage temporaire dans la piscine surmontant le cœur laisserait partir quelques effluents. Puis il faudrait les évacuer vers La Hague. Cela aux abords immédiats d'une agglomération importante car, contraintes de tuyauteries, un tel réacteur doit être situé tout près des utilisateurs.

Comme « Thermos » serait situé sur un site déjà nucléaire, le bruit court que son installation ne demanderait pas d'enquête d'utilité publique. On se lancerait donc dans une filière de réacteurs urbains sans la moindre consultation !

La loi sur la protection de la nature exige que l'enquête d'impact écologique décrive « l'état zéro » du site. Il serait particulièrement intéressant de connaître cet état zéro pour le site de Saclay.

(renseignements recueillis par les Amis de la Terre et le GSIEN)

la gueule ouverte n° 152

WALLONIE-ÉCOLOGIE:

DES BRACONNERS DE LA POLITIQUE

Le 17 avril prochain, les électeurs belges devront (le vote est obligatoire) élire de nouveaux sénateurs, députés à la chambre et conseillers provinciaux. Malgré le succès médiocre des listes écologiques belges aux municipales, sans doute encouragés par les résultats de leurs amis français, les Verts remettent ça.

CETTE fois-ci, les groupements écologiques belges sont bien décidés à faire taire pour un moment les profondes divergences qui les divisent. Pour commencer, ils ont adopté un titre qui se retrouvera dans toute la Wallonie. Alors qu'aux municipales, on trouvait ces mouvements sous des appellations aussi diverses que « Vivre », « Combat pour l'autogestion et l'environnement », « Blanche Neige et les sept nains », on les retrouvera le 17 avril sous le nom unique de « Wallonie-Ecologie ». Chacune des listes pourra d'ailleurs garder en sous-titre sa dénomination d'origine.

Pas question, affirment-ils, de créer un nouveau parti. Ils se présentent volontiers comme des « braconniers de la politique ». L'ambition des candidats verts n'est pas d'avoir des élus mais de disposer d'un moment privilégié où l'attention du public se polarise sur la vie politique. Wallonie-Ecologie se défend donc d'être un parti : il suffit d'adhérer à un programme commun minimum pour mériter l'appellation contrôlée. Ce qui pose quelquefois de sérieux dilemmes : à Charleroi, deux listes prétendent se réclamer de Wallonie-Ecologie. Toutes deux naturellement assez dissemblables : « Blanche Neige et les sept nains » est nettement radicale et se veut agressivement anti-bourgeoise. « Ecologie-Wallonie » serait plutôt de la tendance « flippés-mystiques ». Finalement, neuf listes, représentant le minimum nécessaire pour obtenir un temps de passage à la télévision, ont été constituées à Mons, Soignies, Charleroi, Thuin, Namur, Nivelles, Dinan, Huy et Liège.

Pour éclairer ma lanterne de Française ignorante, j'ai rencontré l'équipe de Mons. François et Catherine Collette, Jean Liénard, Charles Jottrand m'ont très patiemment informées.

- Quel est le mode de scrutin en Belgique ?

- C'est la proportionnelle à un seul tour. En fait, c'est un système proportionnel « arrangé » très défavorable aux petites listes. L'électeur a nette-

ment l'impression de perdre son vote en les soutenant.

- Quels mouvements se sont regroupés dans Wallonie-Ecologie ?

- L'idée est partie principalement de Namur et de Mons. Notre action, aux municipales nous a amenés à nous rencontrer et à nous connaître. Beaucoup d'entre nous appartenait aux Amis de la Terre de Belgique. Ils nous était impossible de nous présenter en tant que tels aux élections : les AT ne sont pas un parti politique et puis c'aurait été trop restrictif. Dans nos listes, nous comptons aussi des membres d'Alternative libertaire, de vieux anars, des isolés aussi...

- Et Démocratie Nouvelle ?

- Démocratie Nouvelle a disparu et s'est confondue en fait avec les AT à partir du moment où ceux-ci reprenaient une partie de leur programme. Démocratie Nouvelle se voulait d'ailleurs uniquement un mouvement de réflexion politique sans ambition électorale. Ils ont fusionné avec les AT pour constituer une sorte de rassemblement écologique wallon.

- Vous pouvez développer quelques points de votre programme ?

- Il est certain que l'on va tout de même plus loin que la « protection de l'environnement ». On est amené à critiquer les causes profondes de toutes les pollutions. Là-dessus, on essaie d'apporter un projet alternatif de société. On la définit comme libertaire, autogestionnaire et socialiste mais dans un sens qui n'a rien à voir avec le Parti socialiste belge... On a un programme national ou plutôt un type d'analyse auquel on a décidé d'adhérer. Il y a quatre points que toutes les listes de Wallonie-Ecologie présentent, en plus de certaines revendications précises et locales : l'arrêt des centrales nucléaires, l'arrêt de la construction des autoroutes, le recours aux référendums d'initiative populaire et le fédéralisme intégral.

Le référendum d'initiative populaire est une demi-mesure dans la structure des institutions politiques actuelles pour arriver un jour à l'autogestion. Il s'agit d'arriver à une décentralisation totale et de rendre à chaque individu sa parcelle de pouvoir. L'autre point c'est le fédéralisme. Non pas au seul niveau de la nation belge mais à l'échelle européenne. La rivalité Flamands-Wallons ne se justifiera plus et c'est à notre avis un moyen d'arriver à l'autogestion véritable.

- Dans quels milieux se recrutent vos candidats ?

- Ce sont souvent des fils de bourgeois qui ne sont plus bourgeois. (Gros rires...) A Mons par exemple, on a un documentaliste, une psychologue, un

assistant social, une libraire, un chimiste sur la liste de la Chambre des députés. Soit trois Amis de la Terre et trois « Alternative Libertaire ». Mais en tête de liste pour le Sénat, on a un cheminot retraité de 78 ans, anarchiste de longue date. A Lhuin, c'est un agriculteur qui mène la lutte. A Charleroi les candidats sont issus de milieux nettement plus prolétariens.

- Comment comptez-vous mener votre campagne ?

- Tout d'abord, en respectant les espaces d'affichage officiels. Nous avons édité une affiche verte et jaune que nous vendrons, ce qui limitera le gaspillage. Il y aura des tracts et un petit journal distribués de manière sélective, c'est-à-dire en choisissant les lieux et le temps. On prévoit quatre manifestations à vélo dans la région de Mons. On fera le tour des villages, des places publiques, des marchés où l'on aura des stands.

- Comment êtes-vous reçu par la population ouvrière du Borinage où sévit un taux de chômage très élevé ?

- On a deux très bons exemples dans la région de Mons de licenciements massifs qui sont le résultat direct d'une économie de marché fondée sur le profit. Ce sont deux entreprises à haut niveau d'emploi, Siemens et Cerabel, non polluantes et que l'on a partiellement fermées au nom de la sacrosainte rentabilité. On peut ainsi démontrer parfaitement le mécanisme d'une économie de marché.

- Le succès des candidats verts en France vous est-il favorable ?

- Il est certain que le score des écologistes français nous a ouvert les portes des grands organes d'information. Pour les municipales, on devait se battre pour avoir trois lignes dans un journal. Maintenant on nous accorde trois colonnes sans problème. Inversement on nous accuse d'être des opportunistes et de vouloir profiter de l'im-

élections

ADRESSES DE CONTACT :

- 5000 NAMUR : 43, rue Haute-Marcelle - Tél. 081.71.58.39 - 22.24.47

- 7000 MONS : 49, rue d'Enghien - Tél. 065.31.79.49

(HUY)

- 4265 VAUX-ET-BORSET : 141, route de Warnant - Tél. 019.56.65.55

(DINANT - COUVIN - PHILIPPEVILLE)

- 6464 AUBLAIN - Ferme de la Galoperie - Tél. 060.34.53.81.

(LIEGE)

- 4001 BRESSOUX : 24, rue Fond du Bois - Tél. 041.42.42.22.

Participez en souscrivant au compte de Wallonie-Ecologie Namur n° 068-0636450-60, vos dons seront répartis régionalement.

Il y a aussi une liste Bruxelles-Ecologie. Son programme est proche de celui de Wallonie-Ecologie. Contact : 167, avenue P. Deschanel, 1030 Bruxelles. Tél : 216 92 64.

pulsion donnée par les élections françaises. « La Belgique, ce n'est pas la France », nous répète-t-on. Effectivement en Belgique règne une sorte de terrorisme politique qui n'existe pas en France. Ceux qui sont fonctionnaires, dans l'enseignement ou l'administration savent qu'en se présentant sur une liste opposée à la couleur de leur ministre, ils prennent de gros risques pour l'avenir de leur carrière. Il y a une pesanteur des partis politiques traditionnels que vous, Français, pouvez difficilement imaginer. »

Christiane Ellis

pétition

contre la peine de mort

Mesdames et Messieurs les députés,

Lors de la session parlementaire 1972-1973, trois projets de loi visant à l'abrogation de la peine capitale en France ont été déposés à l'Assemblée nationale. Ils n'ont toujours pas été débattus.

La France reste donc l'un des derniers pays d'Europe (avec l'Espagne et la Turquie) à maintenir la peine de mort dans sa législation.

En vingt ans, vingt-cinq condamnés ont été exécutés par décollation, sans que cela influe pour autant sur l'ensemble de la criminalité. La non-exemplarité de la peine de mort n'est plus à démontrer, son anachronisme et sa barbarie pas davantage. Nos voisins européens l'ont bien compris, qui l'ont successivement abolie en 1870 (Pays-Bas), 1905

(Norvège), 1930 (Danemark), 1937 (Suisse), 1944 (Italie), 1949 (Allemagne fédérale), et 1965 (Angleterre). D'autres pays, comme la Belgique n'ont pas procédé à son abolition, mais ont renoncé à l'appliquer.

Le Comité de Liaison contre les Peines Perpétuelles, et les soussignés, vous demandent d'intervenir au cours de la session qui s'ouvre actuellement, afin que soient définitivement rayées du Code pénal français la peine de mort et la réclusion perpétuelle.

NOM

ADRESSE

SIGNATURE

Comité de Liaison contre les Peines Perpétuelles (CLCPP) : 117, avenue de Choisy, 75013 Paris. Tél : 707 41 19.

Texte à découper ou recopier, et à renvoyer au CLCPP.

RISQUE ET CONTRÔLE

c'est à la subversion des usages
qu'il faut s'attaquer,
pas à leur gestion.

Ayant commis un article sur l'autogestion en pleine période électorale, j'ai eu droit à mon petit paquet d'injures. On m'avait bien prévenu ! Je ne pensais tout de même pas toucher une corde aussi sensible.

Certaines idées entrent dans l'Histoire en faisant régner la terreur. Mauvais signe... Elles n'autorisent aucune réserve, aucune distance.

PRENEZ la liberté : qui oserait se déclarer contre ? Entre le désir que nous avons tous d'une société plus permissive, de plus de confiance, et la liberté, il y a pourtant un fameux écart. Vouloir nous libérer, c'est une chose. La liberté, c'en est une autre : un mythe qui sert à occulter, briser dans l'œuf toutes les tentatives de renouvellement en profondeur. C'est l'enfermement dans le juridisme, le style tragique : la Liberté ou la Mort, les ennemis de la Liberté, les soldats de la Liberté... Mais à quoi bon protester ? Mieux vaut hurler avec les loups, et à mon commandement : Vive la Liberté !



Entre le désir que nous avons tous de reprendre notre existence en charge et l'Autogestion, je trouve également qu'il y a un écart. Au départ, la volonté d'en finir avec les maîtres, les normes et les cadences. A l'arrivée, un ensemble de pratiques à mettre en vigueur dans le cadre d'institutions - usine, école, municipalité - qui en seront toutes rajeunies. Non seulement ce rajeunissement me semble dangereux, mais il évite de remettre en question les raisons profondes qui nous font accepter ce que nous produisons et consommons. J'ose donc dire qu'on se trompe sur toute la ligne. C'est à la subversion des usages existants qu'il faut s'atteler, pas à leur gestion, à moins qu'on ait en vue la subversion derrière la gestion : en auquel cas prévenez-moi, j'en suis... Entre quelques injures souvent bien tournées, j'ai trouvé des questions dont

l'agressivité m'invite à préciser Ma Pensée (1).

Pourquoi la possession des moyens de production ne suffit-elle pas ? Qu'est-ce que ça signifie, « en contrôler le sens » ? Comment est-ce qu'on pourrait se passer de leurs services ? Et puis pourquoi m'obstiner à parler de société « expérimentale » ? Qu'est-ce que c'est que cette nouvelle idiotie ? Et d'abord, qu'est-ce que ça veut dire, une société expérimentale... ?

C'est la question qui revient le plus souvent. Comme elle contient finalement toutes les autres, il faut bien que je m'explique. Le mieux, je crois, c'est de distinguer tout bêtement **expérience** et **expérimentation**. Car l'Histoire est une longue suite d'expériences. Chaque société est une expérience nouvelle, ou renouvelle les anciennes. Les usages, les techniques, les institutions, qui naissent et meurent comme les humains, sont autant d'expériences. Mais elles ne sont ni risquées ni contrôlées. Ces expériences-là n'ont donc aucun caractère expérimental. De ce fait elles recommencent sans cesse sur les mêmes bases. L'histoire relève de la compulsion. C'est un bégaiement lamentable où nous n'avons de plaisir ni à nos succès, ni à nos erreurs.

La plupart de nos entreprises ont lieu dans un climat de sécurité prometteur. On ne va pas vous demander d'avoir le trac à propos de tout comme si vous l'accomplissiez pour la première fois,



mais avouez que vous ne risquez jamais grand'chose. Vous savez généralement où vous allez, et c'est même très exactement la représentation du résultat qui vous décide. Vous vivez sur un fonds d'expériences déjà faites, de recettes que vous appliquez avec plus ou moins de talent, de codifications plus ou moins figées, qui vous font considérer avec méfiance toute tentative de renouvellement. Tout se passe donc comme aux échecs ou aux cartes. Le risque de gagner ou de perdre, dont vous faites grand cas, ne sont pas, comme vous le croyez, des risques majeurs. Ils ne remettent en question ni les règles, ni le pourquoi du jeu. Ils ne concernent que votre situation dans une certaine hiérarchie et consolident chaque fois l'échelle des valeurs sociales.

Dans l'expérimentation, au contraire, le risque est total. Vous entreprenez pour voir, pas parce que ça s'est déjà vu. Ou bien, si vous reprenez des façons de faire - des expériences - anciennes, ce sera pour en fouiller tous les postulats, toutes les conséquences. Les éléments d'appréciation changent complètement de signification dans les ensembles nouveaux où ils vont s'incorporer. Le chemin se crée sous les pas qui le foulent. C'est l'insécurité même : on ne sait pas où on va. Précisément, on y va pour le savoir, et au bout tout sera encore comme vierge. C'est donc aussi l'absence radicale de gain ou de perte : la gratuité de l'action, et à plus ou moins long terme le dépérissement du Sens, ce sens qu'on met partout et qui fonde toutes les tyrannies, toutes les dépendances.

L'expérimentation est **essai**. Comme telle, on peut l'arrêter comme on veut, et repartir quand on veut sur de nouvelles hypothèses. Elle est parfaitement maîtrisable. Ecologiquement parlant, c'est intéressant, non ? Psychologiquement total, le risque y est matériellement léger. Les sociétés que nous avons connues jusqu'ici ont au contraire des allures de bulldozers. Peu ou pas de possibilité de recul : seule une crise, une catastrophe, décident d'un arrêt ou de la condamnation des guides qui nous ont entraîné de tout le « poids » de leur autorité, de leur « expérience » ! Psychologiquement, le risque y tend vers zéro : nous pouvons en principe avoir confiance. Mais matériellement, quels dégâts !

Nous nous plaignons que nos sociétés sont essentiellement répressives. Mais cette répression repose en fait sur un paradoxe : l'absence quasi-absolue de contrôle... On ne peut parler en effet d'aucun contrôle véritable de la part de ceux qui nous dirigent. Ils ne « contrôlent » les choses que tout à fait en aval, sur une frange minime de réalités. Les décisions qu'ils prennent, aussi spectaculaires soient-elles, ne changent rien, fondamentalement, à la vie que nous menons. Leur gestion maintient les principes en l'état, et l'autogestion, dans le même cadre, ne ferait probablement qu'aggraver le verrouillage.

Le contrôle auquel vise la société expérimentale est tout différent. Il porte sur la raison d'être de nos productions et consommations, sur les usages responsables du travail, des matériaux et de l'énergie dépensée, des hiérarchies et

de la mainmise des spécialistes. Il remonte toujours plus en amont, là où tout se décide, au niveau des fantasmes de puissance, d'intelligence, de modernité, de durée, de mérite, de salut. Son but : nous rendre maîtres de l'écart qui existe entre les nécessités de base et ce que nous sommes amenés à en faire, à travers toutes sortes de « besoins ». Mais comme cet écart ne peut pas ne pas exister, comme il ne peut être réduit à zéro, le contrôle en question ne ressemble guère à ce que nous entendons en général par ce mot. C'est un contrôle pour nous rendre à l'humour, pour nous maintenir dans le risque, pour nous empêcher de nous prendre à aucun moment pour des justes : le contrôle même de la non-violence...

Important, ça, même si ce n'est pas encore très bien exprimé. J'en ai tiré une formule : la révolution sera marrante ou ne sera pas. C'est faible ? Vous avez raison. Rien ne dépassera jamais la franche rigolade de « Concorde » autogéré. Mais trêve de plaisanteries. Au mois de Mai, si tout va bien, j'essaierai de préciser tout ça, en faisant la critique d'usages en apparence tout ce qu'il y a de plus innocents...

Lambert

(1) Depuis que les injures pleuvent, je me prends pour une vedette.



LE MEDECIN et LE TRAVAILLEUR



* "L'ABUS DES CHOSES NE PRIVE PAS DE LEUR USAGE."

UN BON CONSEIL:

PAS DE MALADRESSE AVEC LE ROI DU MONDE!

LE ROI DU MONDE PREND LE MÉTRO. SIMPLE PRESSION DU PIED SUR LE PLANCHER. ÇA REDÉMARRE. LES PASSAGERS N'ONT RIEN REMARQUÉ.



BUREAU. IL PENSE ET NOTE. VÉRIFIE ET CORRIGE. DES MILLIONS DE TRAVAILLEURS AUJOURD'HUI ENCORE GAGNERONT LEUR BEEFSTEAK.



NE LAISSEZ-PAS TOMBER LE ROI DU MONDE. REMONTEZ-LUI LE MORAL. SINON, C'EST LA FIN DU MONDE.

IL SURSAUTE ET CRAC, ENCORE UN BOEING QUI S'ÉCRASE!

Maladroit!

Je vous offre un verre?



NICOLAUD

courrier

● Bien avant ma majorité j'ai choisi de vivre des relations sexuelles. En même temps (il vaut mieux être prudente) j'ai adopté une contraception orale (la pilule). Cela fait plusieurs années que cela dure. Aujourd'hui je propose un petit bilan de la dernière année écoulée.

MES HÉMORROÏDES, MES CONSTI-PATIONS, MES DIARRHÉES

reusement toujours avec tact et délicatesse.

J'y ai moi-même enfilé 104 tampons périodiques et lors des mycoses, au cours des deux traitements (d'un mois chacun) une poire pour des douches vaginales quotidiennes et des cachets gynécologiques introduits profondément.

J'ai supporté que l'on parle, lors d'historiettes, grivoises de préférence, dans des livres, au cinéma et même que l'on chante mon petit trou.

Et j'ai accueilli les hommages de mon homme (pour mon plaisir).

CHIER PLUSIEURS FOIS PAR JOUR



J'ai supporté quatre examens gynécologiques, deux de surveillance et deux pour des mycoses. Ce qui signifie que sur une table spéciale on s'allonge, jambes écartées, sexe ouvert et inondé de lumière avec à sa hauteur les yeux d'un médecin, qui y introduit ses doigts, un spéculum, des cotons-tiges, des spatules, pour des frotis, des prélèvements... heu-

MA PAROLE, ON PREND MON CUL POUR LA BANQUE DE FRANCE!

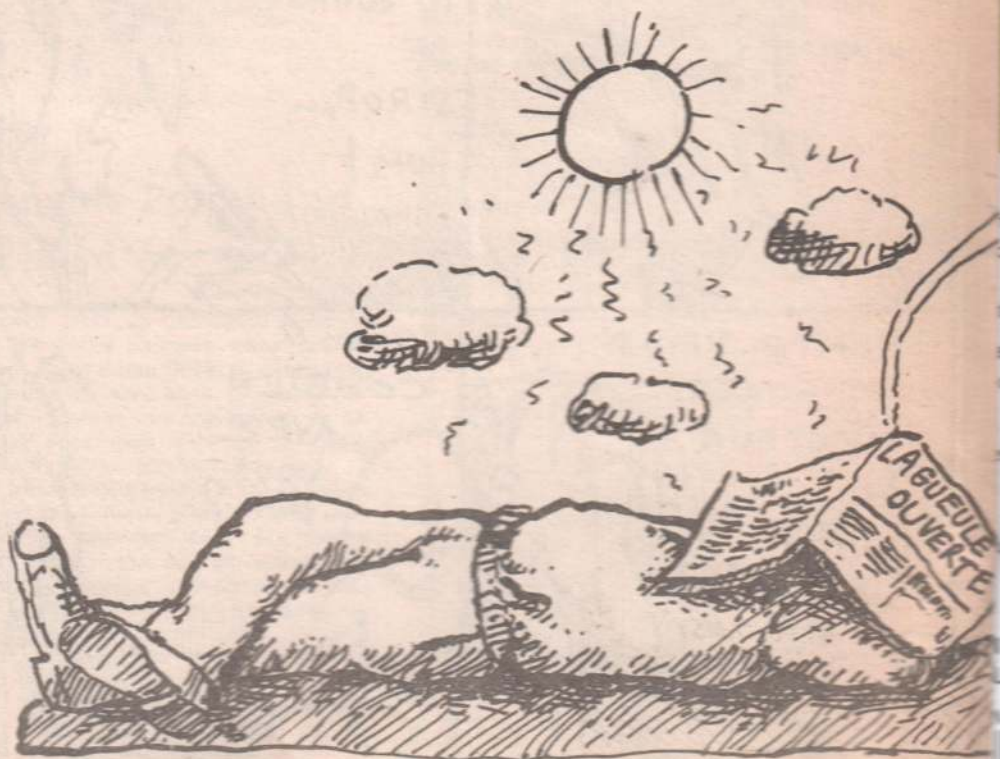
Aujourd'hui j'en ai marre! J'ai l'impression d'avoir un hall de gare à la place du vagin. Il ne m'appartient plus. Pour avoir le droit de choisir la non-maternité et le plaisir libre et naturel on a médicalisé mon coin-refuge le plus intime. Certaines fois, j'ai envie de dire: «on ferme». Parce que je veux m'appartenir. Je veux me retrouver et poser mes limites corporelles. Et il y aura des hommes pour dire que je suis en train de refuser ma sexualité.

DES MILLIERS DE KILOMÈTRES DE PAPIER OUATÉ, INSONORE ET PARFUMÉ



Elisabeth

F. David



LA ZONE

Spectacles



La liste des prix sympas consentis par les cafés-théâtres pour les lecteurs de la GO s'allonge.



La vieille Grille

1, rue du Puits de l'Ermite
75006 - Paris offre un tarif réduit les mardis et les dimanches.

Le théâtre Le Palace

8, rue du Fbg Montmartre
75009 - Paris, vous offre pour moins cher plusieurs spectacles: "Coulisses cocktails", "Dzi-Croquettes", "Gabriel".

Le Fanal - Café-théâtre

des Halles, 85, rue Saint Honoré, 75001 - Paris. A 20h15 "Le Président", à 22h15 "L'intervention".

Le théâtre de Fortune,

présente "Angoisse du Matin" tous les vendredis à partir du 22 avril. 3, rue Saint-Yves, 75014 - Paris. Métro Alésia. L'entrée est gratuite et les répétitions sont publiques le dimanche et le mercredi de 20h30 à 23h.

◀◀◀

BIENTÔT L'ÉTÉ!

CONTRE LES INSO-LATIONS, ABON-NEZ-VOUS À LA GUEULE OUVERTE

1 AN: 180F.

6 MOIS: 95F.

3 MOIS: 50F.

117 AV. DE CHOISY
75013 PARIS

DIMANCHE dernier 14 000 morts de faim dans le monde. Dix morts à la minute ! Et c'est comme ça tous les jours, fériés ou pas. Seulement ça n'a pas la grandeur épique des records exceptionnels. Crever de faim, c'est d'un banal. Le monde pleure 500 nababs grillés comme des merguez sur un aéroport de l'américain way of Trigano life, et le monde reste froid devant la routine quotidienne. Car ces 14 000 cadavres racornis chaque jour sont des métèques qui ne font pas partie de la grande cité développée Havas-Cook rissolée Boeing. Des marginaux en somme. Sauf que c'est nous qui les tuons directement en leur ôtant la protéine de la bouche.

Et maintenant notre page de publicité de gauche dans l'Obs : « vous partez d'Orly à midi, vous arrivez à 19 h à Cancun, sur les plages du Mexique des Caraïbes ! (à proximité des grandes cités mayas) ». Lisez « L'Obs », le journal des merguez à la page !

Le temps de lire cette publicité et hop, dix suaires de plus qui ne feront pas une ligne à l'AFP !

La base de l'écologie (qui se préoccupe des rapports entre les hommes et leur milieu, donc des rapports entre les hommes), c'est évidemment le scandale planétaire de la faim, davantage que la cohabitation graveleuse des cadres brétéchériens et des divinités mayas. En tirant sur ce fil toute la tapisserie se dégingue et met à jour l'impérialisme, le colonialisme, l'exploitation du nègre par le blanc, du quart-monde par la mafia des nantis. C'est ça que les hommes de gauche des pays développés ne veulent pas comprendre. Quand on dit à Mitterrand que par sa façon personnelle de vivre il tue dix bougnoules par jour, son sang d'humaniste fait des bulles. Et pourtant ! Les plus vertueux des hommes riches, agacés par cette misère qui trouble leur sieste, parlent « d'aide au Tiers-monde ». De Kennedy à Mac Namara en passant par Mitterrand, ils croient tous soulager leur conscience en refillant quelques dollars de plus aux pauvres. Aide accrue au Tiers-monde, cherchez bien, ça doit être dans le Programme commun !

Pourtant le problème n'est pas là. Le problème, c'est tout simplement :

- 1) d'arrêter le pillage économique du Tiers-monde, appelé par euphémisme : « échange inégal ».
- 2) d'arrêter la fourniture d'armes aux bourgeoisies néo-coloniales du Tiers-monde, armes qui permettent aux dominants d'exploiter leurs peuples (budget mondial annuel de l'armement : 300 milliards de dollars).

Je lis déjà les holas indignés des syndiqués français : camarade, tu veux mettre sur la paille l'industrie française de la machine-outil de mort ! Et notre niveau de vie !

Le niveau de vie du peuple français, le programme commun promet de l'élever à des hauteurs jamais vues. Il s'agit en somme de rattraper le bourgeois. Quand on veut égaliser, mettre à niveau, on a deux solutions : copier le modèle supérieur ou réduire les inégalités en rabotant les sommets. Par exemple ramener à 20 000 F par mois les salaires les plus élevés. Mais cette seconde proposition ne fait pas l'affaire des dirigeants de la gauche socialiste qui ne se sont pas donnés tout le mal que l'on sait, pour gagner des clopinettes une fois au pouvoir. Alors on choisit la promesse la plus démagogique : l'américain way of life pour tous.

C'est là l'escroquerie fondamentale du programme commun : faire croire que la « croissance » de type capitaliste, la croissance matérielle Renault-Lévitant-Olida réduira les inégalités, grâce au doublement décennal de la consommation d'énergie (nucléaire). Bien sûr qu'on peut arriver à supprimer les Dassault, Balkany et autres requins et à réduire la fraude fiscale. Mais ce n'est pas en pompant servilement les modèles du bonheur capitaliste, en s'inféodant aux schémas culturels des grossiums, que le programme commun fera bander la jeunesse. C'est pas d'une « révision » qu'il a besoin, le programme commun, c'est d'un échange-standard du moteur. Allez, tant qu'on y est, autant mettre la guimbarde à la casse pour inventer un vrai socialisme...

René Dumont a 73 ans. « Il est temps pour moi de conclure », écrit-il en exergue de son dernier livre : « Seule une écologie socialiste... » (1). Conclure une vie de recherche du « graal socialiste », dans tous les pays du monde. Ingénieur agronome, donc technicien, mais avec des idées générales, Dumont a vu le Tiers-monde mal partir à cause de cet esclavage où le monde des colons le maintenait. Il a vu échouer les révolutions-vertes-bidon impulsées par les pays riches. Il a vu se dégrader les sols, avancer les déserts, mourir les hommes. Il a annoncé : bientôt la famine ! Les dirigeants du Tiers-monde, préoccupés de leur seul pouvoir, n'ont pas écouté ses appels au contrôle des naissances. Les productions alimentaires ne suivent pas la courbe des naissances. Des enfants naissent programmés pour le cercueil, ou plutôt, le vautour. Et qu'ils n'essayent pas de se révolter : ils tomberaient avant terme sous les balles françaises, le napalm français, le Mirage français, et bientôt les radiations françaises. Quand les bourgeois du monde entier se serrent les coudes, on appelle ça la coopération et sur le perron de l'Élysée, Giscard sourit à un grand ami de la France... Pendant ce temps, 10 morts à la minute, et le silence à la télé.

Dumont est un vieux de la vieille, question socialisme. A 13 ans, il entendait un poilu de Verdun lui dire : « la guerre

c'est l'assassinat des petits par les gros ». A 73 ans, il entend le socialiste Hernu dire des anti-militaristes défilant à Verdun que ce sont de « dangereux zigotos ». Le socialisme a déçu Dumont, sans même parler de Guy Mollet, le fusilleur d'Arabes. Dumont ne croit guère au socialisme français. Il s'est baladé en URSS, en Chine, à Cuba, au Chili et en Egypte. Ses conclusions rejoignent celles des autres esprits libres : le socialisme n'existe nulle part. Il n'existe que nouvelles féodalités, tyrannies d'Etat et bureaucraties (URSS), charisme du dictateur populiste (Castro), et irresponsabilité générale des peuples encasernés. Ah, si Marx voyait ça ! Seule la Chine trouve grâce aux yeux de Dumont qui réprovoque le culte du Timonier-de-mes-deux-aurores, mais apprécie les efforts de la révolution culturelle. Seul le modèle chinois, personnalisé selon les pays, peut sortir le Tiers-monde de la misère.

Un des grands échecs du marxisme lénino-stalinien dans les pays qui s'en réclament, c'est l'agriculture. Les plans centralisés se sont heurtés partout à cette évidence : que la terre est vivante et ne réagit pas comme une machine. Comme dit Dumont : « l'agriculture est une science de la localité et les localités sont nombreuses, variées, différentes ». Les directives rigides des Partis se sont cassé la gueule sur cette exigence biologique : la vie ne se réduit pas à l'uniformité, même si le Parti le veut. En plus, évidemment, le peuple exploité et caporalisé des campagnes socialistes n'y met aucun enthousiasme, ce qui explique le déficit céréalière des pays de l'Est. En agriculture comme ailleurs, la seule solution pour les peuples c'est la commune libertaire qui respecte la diversité écologique. La polyculture oui, la monoculture non. Le peuple soviétique est un peuple monocultivé.

En bouclant le tour du monde de René Dumont, on comprend mieux l'erreur de Marx : avoir cru que seules les masses ouvrières étaient révolutionnaires. C'était peut-être vrai il y a un siècle, mais aujourd'hui, le lumpen prolétariat est paysan et afro-asiatique. Ce n'est pas un hasard si seul le socialisme rural modèle chinois arrive à nourrir son homme sans le secours du blé américain. Maintenant, je fais confiance aux marxologues : ils me dénicheront sûrement une citation où Marx disait le contraire. Puisqu'il a tout dit... N'empêche : la vraie révolution mondiale viendra des campagnes du Tiers-monde et non des banlieues rouges du programme commun.

Seulement, au train où vont les choses, on ne sera plus là pour voir ça, et Mitterrand non plus, mais lui, il s'en fout, il a ses roses à faire pousser, qu'on ne l'emmerde pas avec ces histoires de cadavres...

Arthur

1) Robert Laffont, 39 F.

les milliards de l'europe nucléaire

Le mardi 29 mars 1977 s'est tenu à Bruxelles « en réunion restreinte » sous la présidence du ministre britannique de l'énergie Tony Benn, la 445^e session du Conseil Européen. Sujet : les problèmes énergétiques. La France était « représentée » par M. Paul Mentré, délégué général à l'énergie. Son patron, un nommé d'Ornano Michel, n'avait pu venir parce qu'il n'était plus ministre et ne tenait pas à se montrer tandis qu'il se préparait à arborer sa nouvelle casquette - en forme d'entonnoir de sinistre de l'environnement et de la culture. Que penser d'un sinistre de l'environnement dont le dernier acte en tant que sinistre de l'industrie consiste à ouvrir tout grand à l'industrie nucléaire l'accès aux emprunts européens ? Que nul plus que lui ne mérite ce « titre » de sinistre.

De quoi s'agit-il ? D'une très importante affaire de gros sous que la grande presse, avec son objectivité nucléaire coutumière, a laissée aux oubliettes. L'industrialisation nucléaire coûte - comme vous savez - très cher. L'argent étant de plus en plus difficile à trouver, il était absolument vital d'un point de vue financier que les « institutions européennes » ouvrent leurs caisses aux industriels. C'est chose faite : ils pourront emprunter via Euratom (à des tarifs Oncle Euratom) environ 500 millions de dollars par an (250 milliards d'AF). « Maximum », a le culot de préciser le texte officiel ! Cette somme rondelette va servir à construire des installations nucléaires partout en Europe. « On » se précipite déjà aux guichets : l'ENEL italienne en a demandé pour 40 millions, les Allemands 25 millions (pour la centrale de Gundremmingen), la France 30 millions et le Royaume Uni aussi pour 30 millions. Jusqu'à présent, les fonds étaient bloqués parce que les Anglais posaient comme condition à leur accord la fixation d'un prix minimal pour le pétrole foré - de coûteuse manière - en Mer du Nord... Au cas où les producteurs « terrestres » décideraient de baisser leurs prix.

Le 29 Mars, sous la houlette dynamique de M. Benn, l'ultime obstacle (qui bloquait la décision depuis plus de deux ans) est franchi et les industriels européens de l'atome pénètrent discrètement (mais à toute vitesse) dans la caverne d'Ali Baba des prêts Euratom. Il faut bien réfléchir sur cette opération à la veille d'un été qui risque d'être chaud et n'oublier aucun des irresponsables et des complices. A cet égard, la palme revient à Herr Guido Brunner, membre allemand de la Commission, qui a soutenu cette décision alors que dans les faits le programme nucléaire allemand est arrêté. Le ministre hollandais appartient à un gouvernement démissionnaire et en Hollande aussi, la construction de centrales est stoppée. Comme au Danemark, où le gouvernement est minoritaire. En Belgique, il attend les élections.

Voilà comment fonctionne la démocratie au sein des institutions européennes : des gouvernements en sursis, des programmes nucléaires ralentis ou stoppés. « On » aboutit à la décision d'accorder des crédits qui correspondent à un développement maximal du nucléaire. Quitte à dire qu'en juin « le Conseil aura un débat général sur le problème nucléaire, notamment... la nécessité d'un dialogue loyal avec des experts et des responsables de l'opinion (?) sur la nécessité de l'énergie nucléaire et les risques qu'elle comporte ». N'est-ce pas une monstrueuse embrouille, tentative de « coup parti » à la « je te mets devant le fait accompli et ensuite je fais semblant de discuter » ?

Qui ira un jour empoigner les participants de cette « réunion restreinte » du 29 mars 1977 pour les faire répondre de leurs actes ? Un rendez-vous loyal nous est fixé, pour juin, à Bruxelles probablement. Irons-nous occuper le site ? L'énergie, c'est nous. Il serait salubre que de Brokdorf à Malville, de Seveso aux côtes écossaises, nous marchions vers les banquiers du nucléaire, de cette société de pollution, afin de leur faire goûter un peu de notre colère.

Philippe Boucher.

ESPAGNE : UNE CENTRALE SUR UN VOLCAN

« La centrale nucléaire de Cofrentes est placée dans une zone volcanique éteinte, mais qui peut se réveiller et provoquer un cataclysme », a déclaré Ricardo Blasco Ferrer, ingénieur agronome, au cours d'une conférence prononcée à l'Association Provinciale des Maîtresses de Maison.

« Il serait sage d'abandonner l'idée de construire là une centrale nucléaire, à cause des dangers que cela comporte, et de la remplacer par une autre solution, mettant à profit son infrastructure pour la subsistance des habitants de la région », a-t-il déclaré.

Ricardo Blasco, membre de l'Association pour la protection contre les rayonnements ionisants, et de « Puertas Abiertas », association pour l'étude, l'application et la diffusion des techniques naturelles pour la vie et la survie de l'homme, dit : « Depuis 1975, les habitants de Cofrentes et de Jalance ont introduit auprès de la délégation du ministère de l'industrie et auprès de la Mairie de Cofrentes, une lettre posant des questions sur la sécurité de la centrale qui doit être terminée en 1980, mais ils n'ont jamais reçu de réponse ».

« La centrale nucléaire de Cofrentes, dit encore Blasco-Ferrer, peut à la longue entraîner la contamination des eaux du Jucar et de toutes les terres cultivées qui irriguent par ses eaux. Cette contamination, thermique, chimique et radioactive élimine la vie dans l'eau et le milieu ambiant ».

Reilles se venge

● On apprend de très bonne source que le directeur de Fresnes va être vidé d'ici deux mois. Ce n'est pas seulement à cause des petits emmerdements qu'il a infligés à Reilles. Ce sont tous les détenus et même les collègues de l'administration de la prison, qui avaient à se plaindre de ce maniaque de la marche au pas.

(voir G.O. N° 150).

Ça fait plaisir quand même, non ?



mélioidose

● On croyait le danger écarté, mais la mélioidose, la fameuse « maladie du Jardin des Plantes », frappe à nouveau. Et cette fois, c'est sérieux. Nous pouvons révéler ce qui était tenu secret jusqu'à présent : depuis plusieurs mois, un maçon, qui avait travaillé à la ménagerie, est hospitalisé à Montreuil, victime de la mélioidose.



L'affaire va faire du bruit. Il faut dire que la désinfection du Jardin des Plantes avait été loin d'être parfaite. Et quand se décidera-t-on à arrêter les trafics d'animaux, qui peuvent véhiculer de redoutables maladies ?

chasse

● Plus que jamais, les chasseurs se prétendent protecteurs de la nature. Il vient de se former un comité Chasse-Nature, émanant du gouvernement, et dans lequel figurent R. Frey, R. Poujade, E. Bonnefous, Michel Droit... Bientôt va se tenir le salon de la chasse et de la nature (CAPEX) : une manifestation contre lui est prévue le samedi 16 avril, à 10 h, à la Défense (Voir « Sur le Terrain »).

Dans les revues de chasse, on continue à vanter les safaris au jaguar au Brésil. Et dans sa chanson « Au temps béni des colonies », Michel Sardou évoque avec nostalgie la chasse à la panthère et à l'hippopotame.

Quant à Giscard, les dossiers continuent à s'accumuler contre lui : il est certain qu'il a chassé le gorille au Gabon, et, surtout, sa passion pour la chasse contribue à bloquer des mesures en faveur de la protection de la nature.

ACCIDENT MAXIMAL CROYABLE

Jusqu'à présent, le gouvernement fédéral allemand a toujours tenu secret les enquêtes faites sur les conséquences que peuvent avoir des fuites importantes (à la suite d'une explosion ou autres) dans une centrale ou bien dans une usine de retraitement. Ceci n'a pas empêché le groupement fédéral des associations pour la sauvegarde de l'environnement de mettre la main dessus.

L'institut pour la sécurité dans les réacteurs nucléaires a établi qu'à la suite d'une avarie dans le circuit de refroidissement d'une centrale ou d'une usine de retraitement le taux d'irradiation atteindrait 38 millions de rem dans un rayon de 1 Km, 1,4 millions de rem dans un rayon de 10 Km, 140 000 rem dans un rayon de 100 Km. La dose mortelle se situe autour de 600 rem !

D'après les données de cette étude, le groupement des associations a fait des calculs sur le nombre approximatif des décès causés par un accident comme celui noté plus haut. Par vent du nord, pour une centrale située dans l'Emsland, le nuage radioactif traverserait tout le centre de ballonnement de la Ruhr (Essen, Dortmund, etc.), le secteur Rhin-Main (Francfort) et continuerait vers le sud en passant sur Karlsruhe, Stuttgart. Jusqu'à la frontière suisse, le nuage aura parcouru 600 km et aurait toujours une radioactivité de plus de 20 000 rem.

Dans ce secteur, d'une surface de 63 000 Km², tous les habitants absorberaient automatiquement une dose mortelle. Le nombre d'habitants au Km² s'élevant à 485 pour cette zone, il en résulterait un total de 30,5 millions de morts, ce qui équivaut à la moitié de la population allemande. Les pays environnants (France, Suisse) ne sont pas compris dans ce calcul.

PARIS. ÉCOLOGIE N'A PRIS AUCUNE DÉCISION QUANT A SA PARTICIPATION AUX COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT CRÉÉES PAR CHIRAC. TROIS PORTE-PAROLE DE P-E SONT JUSTE ALLÉS PRENDRE CONTACT ET SE RENSEIGNER A L'HÔTEL DE VILLE LE 10 AVRIL. L'ASSEMBLÉE DES COMITÉS DE QUARTIER DE P-E DÉCIDERA DÉMOCRATIQUEMENT DE L'ATTITUDE A ADOPTER. TOUT VA DÉPENDRE DE LA COMPOSITION ET DES FONCTIONS DES COMMISSIONS A CHIRAC. PAS DE QUOI PARLER D'UN FLIRT ENTRE LES VERTS ET LE MAIRE. PAS ENCORE ET BIENTÔT LES RADICALS VERTS.

LA RADIOACTIVITE ET SES ENNEMIS

Stratèges de l'Etat, managers du capital et hommes de science préparent dans la basse vallée de l'Elbe le Waterloo des illusions démocratiques. Des forces de police venues de Hesse, du Palatinat, de Basse-Saxe et du Schleswig-Holstein avec tout leur arsenal de guerre civile ont verrouillé la région de la Wilster Marsch, on ne peut plus emprunter l'un des chemins d'accès au chantier que muni d'un passeport. Fossés remplis d'eau, barbelés, clôtures métalliques et murs transformant le chantier en une construction unique en son genre en Allemagne Fédérale - un monument qui ne le cède en rien à un modèle souvent déploré -, les politiciens au pouvoir s'entraînent à jouer un peu à l'Etat policier.

Tempête sur Brokdorf

DERRIERE les barbelés du NATO, ce n'est pas le bon plaisir arbitraire d'un Stoltenberg, président du conseil des ministres du land de Schleswig-Holstein (chrétien démocrate), landgrave souverain, ou de son complice Filbinger, président du conseil des ministres du Bade-Wurtemberg (chrétien démocrate), établi plus au sud, qui fait la loi, mais la logique d'un système dont le champ d'action a été réduit, une fois prises les décisions économiques de son idéologie de la croissance, à un étroit couloir à l'intérieur duquel il ne peut plus se permettre ni escapades démocratiques, ni négligences judiciaires ou élastiques manœuvres de légitimation. L'inévitable confrontation dont l'institutionnalisation pourtant tellement souhaitée n'a été entreprise qu'en Basse-Saxe (conflit à propos des installations de traitement de Lichtenmoor), repose sur l'immobilité dans laquelle est tombé le capitalisme, les investissements attirés dans les affaires atomiques par les profits élevés que l'on en attend le liant à ce projet : il ne peut, en ce domaine, chercher son salut que dans l'escalade de l'affrontement.

Les incidents de Whyll ont déjà hypothéqué la confiance dans l'industrie atomique, si bien qu'elle doit s'engager à chaque nouveau projet dans une lutte pour la vie de plus en plus dure. C'est contre la banqueroute qu'elle élève ces fortifications frontalières, révélant par ces mesures de protection sa vraie faiblesse, qui se généralise en raison du rôle central de l'approvisionnement en énergie dans la société marchande. Cependant cette faiblesse est en même temps la condition du combat des adversaires de l'atome, dont elle dominera et affaiblira le mouvement si, n'en ayant pris conscience, il ne la dépasse pas. C'est sur ce point que le mouvement peut perdre le chemin de la radicalité dont la flamme ne peut jaillir qu'à partir et autour de la question que ne pose pas le pouvoir : produit-on des marchandises et pourquoi les produit-on ? L'assaut d'un militantisme qu'étant donné la situa-

tion, les adversaires de l'énergie atomique vont être amenés à renforcer ne fera que susciter la question : avec quelle énergie produit-on les marchandises ?

Si cette question n'est pas tranchée par le pouvoir mais par les adversaires de l'énergie atomique, le succès sera en même temps une image dissimulant la véritable faiblesse du mouvement : son impuissance à se développer en dehors des schémas de pensée du pouvoir et de l'économie. Et le capitalisme se relèverait plus fort qu'avant de sa défaillance.

le plan Goldfinger

D'après notre machiavélique écolier arriéré du Schleswig-Holstein, le degré actuel de militarisation du conflit à Brokdorf - la transformation du chantier en camp de concentration pour raisons de sécurité - représente un « état normal ». Bien qu'il soit dû à la nécessité de réagir contre une inévitable résistance, cette affirmation, quant à elle, se révèle en outre être une prudente évocation de la militarisation qu'exigera à l'avenir le système de l'énergie atomique.

Intérêts économiques et suites écologiques sont si étroitement imbriqués dans le système nucléaire que l'économie acquiert une nouvelle propriété dangereuse : la radioactivité, à laquelle elle ne peut remédier que par une quantification de son système de sécurité. Car la radioactivité fait de l'homme passif lui-même un danger - en tant que victime et qu'imbécile. Ce ne sont pas les adversaires de l'énergie atomique qui imposent cette prudence à l'économie, elle trouve également son origine dans l'étrouillesse et les dimensions incontrôlables des métropoles industrielles où doit s'insérer la fission nucléaire - ici, le hasard lui-même peut se terminer en catastrophe. De même que, dans l'argumentation inversée du pouvoir, le vêtement de protection assure la protection de la firme contre l'homme, la surveillance et la sécurité assurées par la police de l'Etat seront la nécessaire camisole de force de la population. L'enfant jouant avec le

plutonium n'appartient pas à l'attirail d'une propagande de l'horreur, mais à la folie calculée par laquelle veut s'imposer le rôle confiant du protecteur. Les carrés blancs de l'indicible militarisation dans l'information sur l'avenir nucléaire (le problème toujours pas résolu du transport par exemple) vont de pair avec le plus sombre Moyen-Age quand il est question de l'« espèce humaine » qui s'affermira au milieu des rigueurs de la vie - aujourd'hui celle des particules radioactives - comme autrefois contre la peste. Les criaileries des media autour de Brokdorf, les gémissements sans effet des reporters sur les bombes lacrymogènes atterrissant auprès d'eux dissimulent la nécessaire étatisation croissante de la société dans l'actualité d'un Etat policier.

C'est alors que les gens au pouvoir font grincer leurs-chaises inconfortables à la recherche d'une meilleure position, que s'engage la discussion sur leur nouveau style au cours de laquelle les différents participants répètent leur rôle. C'est alors que l'ignorant est plongé dans une somnolente rêverie, lui qui doit être à la fois tranquilisé et informé des mesures nécessaires sans que l'on aborde trop ouvertement l'argumentation adverse - « tout est trop dangereux ! ». C'est alors que le cœur des syndicats - la « défense de l'emploi » et « on est pourtant bien à la NKW (compagnie productrice d'électricité), il n'y a pas d'entreprise plus sociale ! » - entonne son hymne « frères, montons vers la lumière ! » et que d'aucuns, bouleversés, se plaignent et recommandent aux tribunaux



LA RADIOACTIVITE ET SES



des gants de velours. Rien n'est tranché au cours de cette phase chaude, qui est celle d'une première prise de conscience de la faiblesse et d'une tentative d'examen des différentes tactiques à la surface des événements. A l'arrière-plan la froide militarisation s'équipe et, bien que confrontée dans une situation de nécessité à des problèmes de légitimation encore plus grands que les entreprises « Nuit et Brouillard » ou l'industrie atomique, elle a toujours l'avantage de voir ses manœuvres s'assurer un large champ, peu à peu et sans tambours ni trompettes.

on ne vit qu'une fois

Au cours des dernières années le mouvement des adversaires de l'atome est devenu un des plus puissants courants de l'opinion publique sur le continent européen et en Allemagne Fédérale en tant que zone industrielle centrale. Sa très large extension en fait non pas un tout homogène mais un terrain où se rencontrent intérêts et tendances contradictoires. Ceux-ci divergeant de plus en plus au cours de la lutte, la convention tacite qui s'établit sur la dissimulation de ce processus devient leur lien commun. Le point de contact commun réside dans le refus des justifications économique-idéologiques de la nécessité des centrales atomiques, refus allant de la critique de l'insuffisance des garanties techniques de sécurité à la négation totale de la nécessité de telles installations industrielles. On peut y

distinguer les tendances caractéristiques suivantes :

- une tendance générale qui se situe elle-même dans le cadre du système et fait dériver son action du mensonge idéologique de ce système envers lui-même. Elle voit dans le « groupes d'initiative », le « lobby de l'homme de la rue » et, conformément à cette attitude, un simple écart provisoire susceptible d'être supprimé dans la contradiction entre les prétentions de l'Etat et sa véritable nature ; aussi, loin d'affirmer une opposition globale, elle ne l'oriente et ne la maintient que sur le détail. Il y a là pour l'Etat un certain danger, car une semblable dissonance pourrait contribuer à la désagrégation du loyalisme. Il faut y chercher également la raison des hâtives tentatives d'institutionnalisation des « groupes d'initiative » ; elle offrirait en effet la possibilité d'établir des organismes contrôlés par l'Etat dans un domaine où la bureaucratie moderne n'a pas d'influence directe et où cette défaillance crée un vide dangereux. C'est ici que prennent également forme les supports opposés de différentes versions d'images idéologiques, toutes habitées à vrai dire par la même peur que la force du négatif ne dissolve le réformisme en faillite plus vite qu'il ne peut se régénérer lui-même.

Dans ce brasier idéologique se retrouvent ensemble des capitalistes d'Etat comme Gruhl (député chrétien-démocrate), des socialistes fonctionnaires du calibre de Freimut Duwes (social-démocrate de gauche) et des

curés équipés de la force nucléaire divine à côté de paysans et de membres conservateurs des classes moyennes condamnés à une perpétuelle impuissance et que la réaction administrative d'un Etat figé dans l'immobilisme et sans perspective organisationnelle a menés par hasard au voisinage du radicalisme.

- des forces nées du refus d'une existence de consommateur et de la décomposition de la gauche, qui s'établissent en tant que mouvement de la décomposition entre l'archaïsme rural et l'organisation des lieux de production autonomes. Leurs refus de l'industrie atomique s'accompagne du désir d'inaugurer une époque néo-artisanale et s'essaie à présenter des modèles de remplacement de production du courant.

- les forces diffuses du milieu gauchiste qui s'efforcent constamment de donner à ces luttes quelque chose de l'attitude d'un mouvement radical, antibureaucratique et de tendance autogestionnaire postulant l'autogestion et l'autonomie et pratiquant le populisme.

- les divers partis staliniens anachroniques, dont le seul rôle particulier est d'incarner de manière changeante une phraséologie auto-béatifiante - phraséologie qui doit sans cesse évoquer les masses pour pouvoir supporter son impuissance. Leur unique importance réside en ce que l'Etat a besoin d'eux pour en faire ce Goliath devant lequel il se rapetisse lui-même en un David armé du bâton avec lequel il protège les moutons de ces loups surgissant à

chaque coin de rue et aussi souvent qu'il lui plaît.

- des activistes militaires qui interprètent le déploiement de l'appareil de l'ordre de l'Etat comme la légitimation de leur idéologie ruinée de la guérilla.

- ceux qui ont vécu dans leur harmonisation idéologique contradictoire des limites de ce mouvement et sauront développer à partir de ce combat les éléments de base d'une véritable critique du dépassement s'ils réussissent, en se libérant de l'étreinte du populisme et de la militarisation, à parvenir à une pensée agissante. Ces éléments occupent une position dominante, car ils attaquent le seul centre nerveux « utopique » du mode de production capitaliste, à savoir son assurance de disposer d'une ligne de croissance infinie. Ils connaissent non seulement les limites d'un mouvement comme celui-ci mais aussi les bornes d'une société qui ne peut même plus, dans l'ultime apparence de son existence, garantir la survie à ses membres, découvrant par là-même le caractère illimité de la révolution moderne.

Exigences principales et contenu essentiel de ce programme « in progress », qu'il s'agit de réaliser aussi bien au cours de cette lutte que dans toutes les autres, actuelles et futures :

- fin du monopole des chefs parmi les insurgés et au-dessus d'eux,
- établissement d'un dialogue authentique et direct entre les individus,
- création d'un organisme constitué directement par les participants, ignorant toute approbation silencieuse ou passive et dont les fonctions, réduites à un minimum et à tout moment supprimables par vote, doivent rendre compte des tendances individuelles et collectives exprimées dans cette assemblée générale permanente,
- sabotage de toutes les structures faisant obstacle aux libres relations sociales entre individus,
- emploi de toutes les formes d'expression et rejet de tous les moyens entraînant une falsification de l'unité du contenu, de la forme et du but.
- rejet de toute instrumentalisation des personnes et de la collectivité, qu'elle soit revendiquée individuellement ou collectivement.

Ces quelques revendications essentielles désignent le point de non-retour des comportements révolutionnaires



actuels qu'il faut aujourd'hui défendre, adopter et pratiquer comme conséquence historique.

bons baisers de Moscou

La véritable radicalité ne peut se développer que si des éléments du mouvement vont au-delà de son objet, de la critique de détail. Elle devra changer alors à la fois son orientation, son but et son caractère en dépassant les limites du mode de production capitaliste et en exprimant la perspective d'une re-création fondamentale du monde et de l'homme. La critique de détail, au contraire, s'entête à essayer de corriger sans plus un certain développement du capitalisme, de le restaurer soit en voulant changer la manière de le diriger soit en proposant l'alternative de modèles d'une autre extension. Aussi les adversaires de l'énergie atomique qui feront la preuve de leur radicalité ne manifesteront-ils pas leur conséquence en établissant les comptes des mesures d'économie qui ne sauraient aller au fond de la question, à savoir le sens d'une économie hostile à l'homme et se vautrant dans son produit social brut abstrait (lequel comprend aussi bien la production d'acier que celle d'une nourriture pour chiens pauvre en calories) pour créer l'occasion d'un faux dialogue. La seule attitude conséquente possible consiste à casser au cours de semblables luttes les formes de relation issues de ce mode de production et leurs structures et à en expérimenter de nouvelles, même si elles ne doivent avoir qu'une existence réelle limitée dans le temps. Il ne peut donc pas être question non plus d'en rester à la fierté ressentie devant le chiffre des participants mobilisés qui, comme à chaque match de football, ne traduit que le degré d'une passion de la passivité et ne répond en rien à la question « qu'ont-ils fait ? »

Il faut considérer aujourd'hui toute participation sous l'aspect de l'intervention créatrice. Tout l'effort doit porter sur le point - et sur celui-là seul - où 40.000 personnes mobilisées deviendront autant de créateurs de leurs propres possibilités. Sans quoi toute protestation de ce genre reste prisonnière du demi-jour de l'activisme politique avec sa séparation précise entre participation passive et participation déterminante.

C'est ce qu'expriment avec la plus grande clarté les différentes chapelles communistes, qui ne sont vraiment capables d'utiliser la mobilisation pour leur phraséologie étrangère qu'aussi longtemps qu'elles demeurent le véhicule, certes involontaire mais prototypique de par leur rôle même, de la réalisation de cette prétention à la direction de la forme capitaliste de production et de rapports. Deux pôles qui se déterminent mutuellement et entrent en contact pour se reproduire continuellement, les chapelles en question réclamant un débat démocratique - « poursuite des mesures de combat... au cours duquel doivent s'exprimer non pas tout un chacun mais seulement les représentants responsables des organisations ayant pris part à l'occupation... » - et pensant par là à un monologue des chefs. Les mobilisés se sont contentés de l'existence du « grou-

pe d'initiative » et se sont défendus non pas essentiellement contre l'éternel rôle de figurant mais seulement contre leur très évidente mise en tutelle par l'espèce de bruyante colère que manifeste le silence.

Les léninistes sont l'autre visage de la politique bourgeoise telle qu'elle est représentée par les derniers illusionnistes des droits civiques. Ces églises, avec leurs petits papes et leurs médiocres généraux, s'efforcent sans cesse de maintenir le niveau de médiocrité auquel elles sont tenues en tant que représentantes de manifestations historiquement dépassées.

Outre les chefs léninistes, la perspective prolétarienne qui doit affirmer son autonomie dans les luttes a comme ennemi le curé bourgeois - et pas seulement en civil, mais aussi celui qui se cache sous des robes : elle est seule. Il n'existe aucune communauté de buts ni de méthodes entre les différents courants de ce mouvement, indépendants les uns des autres. Ce qui y est donné pour communauté et accepté comme tel n'est rien de plus que l'illusion d'une communauté.

l'atome et son champignon

Même si, dans la discussion ouverte, les esprits et les actes se séparent sur la question de la prétendue violence, cette division à l'intérieur du mouvement n'est nullement un baromètre de sa radicalité. La violence est déjà là. Dans le cas présent sous la forme du chantier du réacteur atomique et dans la présence de la police, du BGS (sorte d'armée de guerre civile), et des équipes de sécurité de l'usine. La question de la violence n'est pas posée par des jets de pierre, une clôture cisailée ou la non-observation des limites prescrites à la marche cyniquement naïve d'un cortège aux mains nues. Il existe pourtant dans ce front commun des adversaires des usines nucléaires, des partisans d'un pacifisme poussé à l'extrême que maintient seule encore en vie, face à la flambée de brutalité du côté du pouvoir, la croyance hystérique, la confiance mystico-divine en une humanité qui a donné depuis très longtemps déjà la preuve de son inexistence.

On voit poindre ici l'ironie de ces entraves idéologiques qui font que les adversaires pacifistes de l'énergie atomique voient précisément dans la construction d'une centrale une action dirigée contre les hommes et la vie alors qu'ils ont confiance dans l'humanité des mesures de l'Etat. Ils sont victimes du même mensonge - mensonge qu'ils se font à eux-mêmes - que ces juifs néerlandais qui, ne pouvant croire à la bestialité du « peuple de Goethe », organisèrent eux-mêmes leur déportation, allant jusqu'à payer le « voyage » de leur propre poche. Ils prennent apparemment au pied de la lettre le titre du livre « A la catastrophe par des voies pacifiques ».

Les pacifistes de la tactique, avec leur inébranlable manie de l'évaluation au niveau de la politique et du code bourgeois, expriment dans leur appel à la « légalité » la même peur de tout contact avec le « fer rouge » de la violence et se brûlent tout aussi sûrement les mains à la brutalité garantie par l'Etat.



Lorsque tout est fini, ils sont « fiers » de ceux dont ils avaient voulu contrôler le raid sur le chantier par quelques empêchements et bénédictions dilatoires partielles, comme on a pu l'observer le 30 octobre 76. L'entrée en force sur le chantier, née de l'incertitude et de la spontanéité, montra combien peu les pas décisifs étaient le fait d'une quelconque organisation et avec quelle rapidité le mouvement pouvait échapper à ses chefs. Cependant, les assaillants n'étaient conscients ni de leur force ni de leurs possibilités, qui auraient pu au moins consister dans la mise en évidence du rôle véritable des curés, des chapelles et des « groupes d'initiative » lors du passage du fossé, et ils jouèrent eux-mêmes le rôle de militants, qui, une fois leur travail spécialisé accompli, remettent le succès entre les mains des spécialistes du discours. Lorsque l'occupation commença à s'essouffler, le terrain fut reconquis par les mégaphones des organisations, qui purent alors manifester qu'elles étaient à nouveau bien en selle sur leur idéologie respective : le KBW (groupe maoïste) fit appel aux masses travailleuses », le KPD « Parti Communiste Orthodoxe », rameuta « le peuple » autour de lui sur la « tête de pont » et le « groupe d'initiative » rappela les citoyens à leur premier devoir civique tout en proclamant qu'il était pour la poursuite de l'occupation. La seule chance possible du militantisme des militants est de se mettre au diapason de celui de la force militaire de l'Etat. Il aura cependant toujours le plus mauvais équipement et finira par avoir le dessous sur le champ de bataille matériel. L'accroissement du militantisme, l'accumulation des moyens conduisent, si l'on ne refuse pas la pensée spécialisée (qui a depuis longtemps abandonné la question du « pourquoi » ou n'y répond que de manière spongieuse et réformiste, ne voulant plus connaître que celle du « comment »), au nihilisme, au sacrifice de soi, à la défaite consciemment acceptée - comme si c'était la seule possibilité parallèlement à la renonciation à la révolution au profit de la légalité ou de l'adaptation.

2001, odyssée du noyau atomique

L'énergie atomique était et reste pour le capitalisme une des nombreuses poules aux œufs d'or qui, contrairement aux autres, s'est émancipée et a développé sa propre dynamique, devant désormais impossible à maîtriser. Si les militaires n'éprouvent pas de difficultés à employer les armes atomiques (leur caractère dangereux n'apparaît que lors de l'explosion), les experts civils, eux, doivent canaliser l'énergie atomique de telle sorte qu'elle produise du courant et non de la radioactivité. Leur foi inébranlable dans le progrès technique n'a pu freiner leur soif d'action pour laquelle ils se sont déjà fabriqués une étape préparatoire aussi bien qu'un champ d'essai avec les armes chimiques et biologiques, qualifiées entre-temps de « vieilles », leur emploi comportant des conséquences suicidaires et les moyens de leur neutralisation n'ayant pas encore été trouvés. La logique capita-

liste consiste à simplement mettre en dépôt : on résout bien des choses en les laissant dormir. Les nombreuses difficultés des centrales atomiques ne représentent pour les experts que des questions technologiques sur les circuits intérieurs et extérieurs de refroidissement dans les méandres desquels ils sont en train de nager et qu'ils ne peuvent quitter tant il y a de perturbations, d'accidents, de pannes et de fissures dans les piles



J.M. Francillon



adju

atomiques (qui n'ont pas manqué de mettre à jour certaines autres fissures, dans les cerveaux cette fois). Déchets et résidus n'ont encore jamais été un problème pour le capitalisme, d'autant plus que la séparation entre produit et déchet disparaît de plus en plus - ainsi les déchets hautement radioactifs eux aussi doivent-ils être déposés quelque part dans la nature pour y être conservés des milliers d'années, garantie qui n'a même pas réussi aux constructeurs des pyramides eux-mêmes malgré de remarquables mesures de sécurité

décolant à la fois d'une mystique et d'une technique de construction. Ainsi crée-t-on des emplois-et des cerveaux policiers. En période de ce que l'on appelle un fonctionnement normal, l'accumulation massive de piles atomiques et de lieux de dépôt des résidus de moins en moins éloignés les uns des autres entraîne déjà des dommages de santé et des ravages écologiques massifs dont les taches de naissance se

nomment Hiroshima et Nagasaki. Le mode de production capitaliste a trouvé sa formule de la finitude, après que le Jugement Dernier chrétien, réduit à néant par les époques précédentes, apparaisse aujourd'hui ridicule par rapport à ce que l'on pourrait appeler le « Jour de l'Audience Nucléaire ». L'âge de la pierre auquel un général américain voulait par ses bombardements ramener le Nord-Vietnam a maintenant trouvé une diffusion exempte de tout drame.

le docteur Folamour ou comment j'ai appris à aimer la bombe

La science, ce « saint Graal », n'a pas amené d'autre progrès que la brosse à dents électrique ou la TV en couleurs ; ses conquêtes ne représentent que la maîtrise d'obstacles techniques sur la voie de la capitalisation de l'homme - aussi bien le progrès humain ne s'exprime-t-il qu'économiquement. Si Rome n'a pas été bâtie en un jour, elle fut brûlée en une nuit par Néron - le monde de l'économie, quant à lui, incendie et rebâtit chaque jour à neuf ses coulisses, établissant une survie vidée de sens sur des montagnes de déchets.

Ce n'est pas l'accumulation des erreurs mais une pensée spécialisée, séparée de la vie humaine et menant à la toute-puissance d'une action qui se légitime elle-même, qui fait de la science une erreur fondamentale. Il ne se passe pas de jour sans nouvelles inventions qui, si elles ne changent pas le monde,

changent du moins l'image de son apparence et réadaptent l'homme à cette image - et non l'inverse - redonnant vie au vieil édifice branlant. Aussi n'est-ce pas la peine de s'indigner si chacun, feuilletant les annales de la science, y trébuche de résultats s'annulant systématiquement les uns les autres à ceux qui reposent sur la maladie mentale publiquement agréée et ne peuvent s'expliquer par le fait que les connaissances sur un certain sujet étaient maigres et insuffisantes mais parce que la responsabilité de la science vaut autant que vaut l'argent. Ainsi des médecins ont-ils pu parler en 1840, dans leurs analyses, du travail des enfants et du travail en usine comme d'un véritable bienfait et d'institutions favorables au développement de l'être humain, affirmer en 1942 que l'analyse du sang pouvait permettre de distinguer entre juifs et non-juifs ; ainsi des savants réunis en 1976 en assemblée n'ont-ils pas craint de rendre publique leur faillite en postulant qu'« ils n'étaient pas responsables de l'application de leurs recherches ». Toute pratique d'une pensée critique est plus étrangère à cette idéologie de la légitimation, qui regarde de haut, avec tout le mépris de la culture, les collègues sous-développés des bords du Congo pour oublier son propre sous-développement, qu'aux inventeurs des premières haches de pierre. Nous voudrions dire ici, pour éviter tout malentendu, que si la science nous laisse froids, c'est parce qu'elle se soumet politiquement et socialement, avec la souplesse de la routine, à tous les systèmes passés et actuels et non pas parce que nous voudrions voir renaître le savant des temps primitifs, le druide (puisque nous ne pouvons voir de différence essentielle entre le savant et le médecin). Nous ne pouvons avoir aucune confiance sentimentale dans un édifice qui a pour résultats la persévérante réification de l'individu. Plus personne n'a besoin de s'opposer à cette science, qui nous promet tous les toits d'or de Lhassa et, en prix de consolation, des masques à gaz aux couleurs de choc et des pièces à l'abri des radiations dans chaque maison d'habitation, pour se légitimer et être reconnu par exemple lors des nombreuses auditions des parties sur la fission du noyau, parce que ceux qui agissent sont plus créateurs que ceux qui s'efforcent de maintenir horizontalement les balances d'une économie dévastatrice. Si ces mages modernes ne peuvent voir dans l'homme autre chose qu'une formule mathématique, biologique et géométrique et s'ils ne sont capables d'organiser la vie que sous la forme d'un enchaînement de déroulements fonctionnels, nous n'avons besoin que d'une seule science - celle du soulèvement.

Moutain e Village, le 18.11.76

Écrit par des membres du mouvement subréaliste.

Clara Diabolis, J.J. Ziffer, Nestor Emo, Attila Eisenherz

Adresse-contact : MAD-Verlag, Hassestr.

22, D 205 Hamburg 80, Allemagne fédérale

Traduit de l'allemand. Brochure en vente (2,50 F) dans quelques librairies dont Parallèles, 47, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

Les Riverains de Roissy contre Concorde

Le comité de défense des riverains de l'aéroport Paris-Nord (Roissy en France) communique :

Par lettre en date du 1^{er} mars 1977 adressée aux Autorités du Port de New-York, notre Comité a exposé les raisons de l'opposition croissante des riverains de l'Aéroport de Roissy au supersonique « Concorde », et demandé que celui-ci soit frappé définitivement d'interdit sur l'Aéroport Kennedy.

La nouvelle, diffusée le 16 mars par l'AFP, a aussitôt suscité les plus vives réactions.

Afin de couper court à tous commentaires tendancieux, ainsi qu'au dénigrement téléguisé de nos activités, dans l'atmosphère de mensonge qui caractérise, sur ce chapitre, la propagande officielle, le Conseil d'Administration de notre Comité, à l'issue de sa réunion plénière de ce jour, 18 mars 1977, a tenu à préciser publiquement sa position.

Ce n'est en effet, ni par volonté délibérée de scandale, ni par machiavélisme, que nous sommes intervenus directement auprès des responsables new-yorkais. Seuls, nous y ont peu à peu amenés :

- les carences répétées de la Puissance Publique en France, confrontée à l'irréversible dégradation du cadre de vie des populations survolées autour de Roissy,
- le refus, devenu systématique, des Pouvoirs intermédiaires, de toutes concertations en vue de régler dans l'équité le contentieux ainsi créé,
- l'assouplissement incurable de la Commission dite d'« Aide aux Riverains » d'Aéroport de Paris, mise sur pied pour l'examen de cas délicats particuliers,
- la constance des législateurs dans la manipulation des textes et décrets, dans le but de « tourner » les lois existantes,
- le maintien des perspectives initiales d'exploitation de l'Aéroport, incluant les vols de nuit et l'utilisation des supersoniques 24 heures sur 24 (à l'horizon 1985, il est prévu 100 mouvements nocturnes, dont 10 de supersoniques),
- l'hypocrisie des partenaires sociaux et de la plupart des politiciens de tous bords, unis dans un identique mépris de la priorité des aspects humains du problème.

Ce faisant, nous avons pleine conscience des conséquences, pour l'avenir du supersonique, de la décision que prendront les Autorités de New-York. Mais nous savons surtout qu'elle sera déter-

minante pour les riverains de Roissy.

Favorable au « Concorde », elle scellerait définitivement leur sort. En clair, elle signifierait pour eux, l'officialisation du bruit à des niveaux inadmissibles, et fournirait le meilleur prétexte à l'abandon du retrait progressif des 707, DC 10 et autres Caravelles. On mesure par là l'inconséquence des pseudo-néo-écologistes qui prétendent à la fois combattre le bruit à la source et promouvoir « Concorde », sans égard pour l'environnement immédiat des aéroports.

Le Prestige et le Progrès, dont les maniaques des pétitions nationales assaisonnent leur campagne actuelle, ne doivent pas masquer la véritable dimension de la question, ni permettre d'oublier les centaines de milliers de personnes subissant les nuisances, qui restent les seules ayant acquis le droit de s'exprimer valablement.

Nous ne permettrons pas en tout cas, qu'elles soient sacrifiées à la

Raison d'Etat et aux nouvelles idoles dont la Technocratie est prodigue. Certes, comparés à la masse des citoyens non cernés, les riverains, arithmétiquement, pèsent assez peu. Mais, à défaut de volume, ils ont des idées ; la soudaineté inhabituelle des réactions officielles à leur égard, le démontre.

Quoiqu'il en soit, le Comité demeure résolu à prendre toutes les initiatives conformes à l'intérêt et à la sauvegarde de ses adhérents. Après tout, ceux-ci n'ont jamais souscrit à l'infantile conception de l'Aéroport dans la ville. En implantant Roissy, ses promoteurs ont, de sang froid, choisi d'imposer l'exclusivité de « Concorde » à son environnement. Qu'ils en partagent donc aujourd'hui les vicissitudes.

Le Bureau du Comité.
6, rue du Pont,
95190 Goussainville.

BROKDORF A FLAMANVILLE ?

A Flamanville, dans le nord Cotentin, après un mois d'occupation, les « travaux préliminaires » à la construction de la future centrale nucléaire ont commencé le 8 mars, avant le décret d'utilité publique, avant les études d'impact écologique, sans le tracé des couloirs de ligne.

Les gardes mobiles ont bouclé le site, interdit la circulation dans les chemins, sur les falaises, dans les terrains privés, entravant ainsi la liberté de travail des agriculteurs, qui ont besoin d'un laissez-passer pour aller dans leurs champs.

La seule réponse du pouvoir et d'EDF face à une opposition populaire et déterminée est la violence. Le combat n'est pas perdu à Flamanville. Les actions juridiques en cours, le Groupement Foncier Agricole sur les falaises de Flamanville, et une mobilisation permanente de plus en plus massive peuvent faire arrêter les travaux comme en Allemagne ou aux Etats Unis.

Le Comité Régional d'Information et de lutte antinucléaire, le Comité départemental de défense des agriculteurs, les Amis de la Terre de Caen appellent tous ceux qui refusent le programme électronucléaire à un rassemblement massif et pacifique, à Flamanville, le dimanche 10 avril, à 14 h, sur la place de l'Eglise.

CRILAN, Flamanville, 50340 Les Pieux.

ITALIE : L'INDUSTRIE SUR LE CALCAIRE

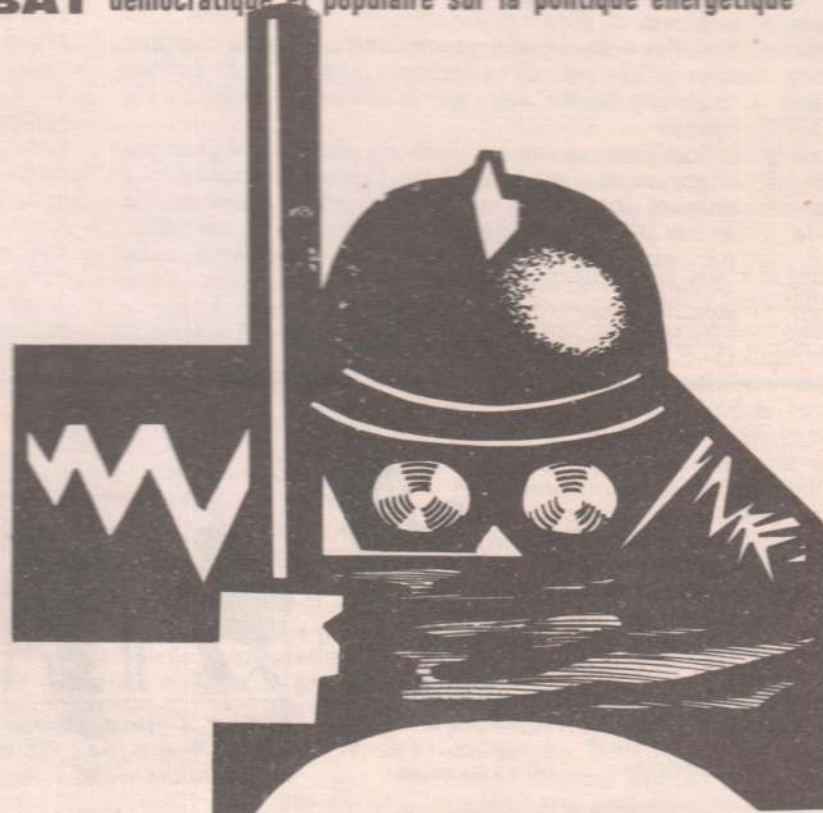
Les membres du World Wildlife Fund mènent depuis plusieurs mois une grande bataille pour stopper le projet de génocide écologique de la province de Trieste donnant sur l'Adriatique, près de la frontière italo-yougoslave.

L'enjeu : un plateau enchanteur, le Larse, tout couvert de bois, de jolis petits villages, de ruines archéologiques dont environ 400 caves anciennes, plantes et animaux rares, etc.

Mi-février, les gouvernements italien et yougoslave ont signé un traité définissant la frontière exacte qui passe par le plateau. Comme un traité n'arrive jamais seul, messieurs Dunlop, Siemens et Cie ont demandé la création d'une zone industrielle internationale qui mangerait 25 km en Yougoslavie et 35 km en Italie. L'accord a été ratifié malgré une levée de boucliers : Un référendum populaire hostile au projet, des manifs, des débats publics où les gens ont participé nombreux.

L'adresse : W.W.F. c/o Enrico Paozin, via Cancellieri, 14 1-34137, Trieste.

CONTRE LE PROGRAMME ELECTRO-NUCLÉAIRE Les Gardes Mobiles hors de FLAMANVILLE SUSPENSION des travaux pendant 3 ans au moins DEBAT démocratique et populaire sur la politique énergétique



SAMEDI 9 AVRIL à **CHERBOURG**

Place du Château, l'après-midi

Les luttes anti-nucléaires en France et à l'étranger

Salle des Fêtes, le soir

Débat contre le nucléaire à FLAMANVILLE, contre l'ELECTRO-NUCLÉAIRE

DIMANCHE 10 AVRIL à **FLAMANVILLE**

à 14 h. sur la place de l'église

RASSEMBLEMENT

TOUT FOUT LE CAMP! LES SOUS-OFF DESERTENT

« Nous pensons que les engagés doivent pouvoir résilier leur contrat à tout moment ».

(Appel des cent, mai 1974)

« Il est de notre devoir de dénoncer publiquement le procédé, n'existant que dans l'armée, qui consiste à tromper chaque année des milliers de gosses afin de leur faire signer des contrats très longs et non rachetables contrairement à ce qui se pratique partout ailleurs ».

(Jean-René Quinard, sergent déserteur)

JEAN-RENE Quinard, on n'en avait encore jamais parlé dans « La Gueule Ouverte » pour la bonne et simple raison que ce n'était pas un service à lui rendre. Si nous avions fait un papier trop précis sur son cas, nous aurions pu avoir la visite de la gendarmerie (comme ce fut récemment le cas pour son comité de soutien de Rennes) et, ma foi, rien ne prouve que ces braves gens ne l'auraient pas trouvé chez l'un ou l'autre d'entre nous ! Alors nous avons préféré attendre le premier avril puisque c'est ce jour, réservé aux farces de bon goût, que six gendarmes ont choisi pour investir, aux aurores, l'appartement d'un militant parisien et mettre la patte sur Jean-René. C'est qu'ils ont été nombreux ceux qui l'ont hébergé durant les quelque huit mois qu'a duré sa désertion. Et si l'armée veut coller un recel de déserteur à

Jacques Sémelin (comme elle l'a fait aux copains rennais) nous serons des centaines à pouvoir réclamer la même inculpation. Car de Nancy à Paris, de Lyon à Rennes, de Toulon au Larzac, il en a parcouru des kilomètres, le sergent Quinard, en donnant des conférences de presse clandestines à droite et à gauche en compagnie d'autres sous-officiers d'active désireux, eux aussi, de quitter la grande muette alors que la hiérarchie militaire s'y oppose. Il faut dire que depuis plusieurs années le déficit des engagements est réel dans l'armée française. La plupart des gradés qui choisissent le carrière des armes le font pour de bien curieux motifs. En 1975, par exemple, 45 % d'entre eux espéraient ainsi acquérir des connaissances et un métier, 10 % signaient un contrat en raison d'échecs et de contraintes familiales, 9 % pour voyager, 9 % pour la

sécurité de l'emploi... Seuls 15 % des engagés sous-officiers déclaraient le faire pour le « goût des armes » et « le service de la Patrie ». En 1961, ils étaient 60 % ! Jacques Cressard, député UDR d'Ile et Vilaine et rapporteur spécial de la commission des finances, le reconnaissait récemment : « Pour l'armée de terre, le déficit d'engagés à long terme est de l'ordre de 35 à 40 %. Les départs de l'armée se situent, pour les sous-officiers, à raison de 40 % à l'issue du premier contrat de trois à cinq ans de service et, pour les hommes du rang, à raison de 80 % à l'issue du 1^{er} contrat de 18 à 36 mois ». Cherchant les raisons de la crise du recrutement des cadres de carrière dans les trois armes (aussi bien au niveau des sous-officiers que des officiers) le rapporteur Cressard énumérait : « l'attrait du secteur privé... la quasi certitude d'échapper au nomadisme

J'étais âgé de quinze ans et préparais le BEPC. De magnifiques gravures et de romanesques écrits furent distribués aux garçons de ma classe. A cet âge, on rêve d'être chef, d'être loin des parents, d'avoir de l'argent. L'armée nous "donnait" tout cela. Je décidai donc de passer les concours d'entrée à l'école d'enseignement technique de l'armée de l'air de Saintes... Je fus reçu, mais ma joie allait être de courte durée... Tant et si bien que je décidai de rompre mon contrat - mais cela me fut refusé : ma demande n'aurait pas été plus loin que le commandement de mon escadron. Il ne me restait donc plus que l'"autre" méthode : le passage par l'hôpital psychiatrique. Je n'ignorais pas les conséquences que cela allait entraîner pour moi



A 14 ANS, JEAN-RENE QUINARD ECRIE A "SUD-AVIATION" POUR RECEVOIR UNE DOCUMENTATION...

A 14 ANS, JE M'INTERESSE A L'AVIATION. C'EST VRAI J'AIMAIS LES AVIONS...

EN RETOUR, JE RECOIS DE LA PROPAGANDE POUR L'ARMEE DE L'AIR. "SUD-AVIATION" AVAIT TRANSMIS MA LETTRE A L'ARMEE.

A 14 ANS, TU T'ENGUEULES AVEC TES PARENTS... L'ARMEE T'OFFRE UN ELOGEMENT ET DU FRIC, T'HESITES PAS...

LES PROSPECTUS ETAIENT BIEN, LE COLE MODELE N'EXISTE PAS, LES MACHINES PERFECTIONNEES, JE ME LES VERRAI...

MAIS UNE PROMISE D'ENGAGEMENT DE 6000€ EN 1970. QU'AI-JE A MOI LES ENCADRES ET LES PIERRES...

Cabu

lorsque je serais de nouveau dans la civil, mais je voulais sortir de l'armée coûte que coûte. Je parvins à rencontrer un psychiatre militaire. Il faut avouer que mon air déprimé l'intéressa puisqu'il me fit enfermer au service neuro-psychiatrique de l'hôpital des Armées de Bédouze que je quittai, en instance de réforme, au bout de trois semaines. Je fus réformé, définitivement un an plus tard. Note : « Troubles de la personnalité antérieurs à son entrée à l'armée et non aggravés par elle ». Voilà ce qu'a été mon procès militaire. Aujourd'hui, j'adresse mon soutien à J.R. Quinard. En désertant il s'est élevé contre l'embrogement annuel de milliers de jeunes. Ce n'est pas son procès que mes camarades et moi attendons, mais celui de l'Armée. Alain R.

Les écoliers de Flayosc en visite au camp de Canjuers

Vingt-neuf élèves du cours moyen deuxième année de l'école communale de Flayosc (Var) accompagnés de leur instituteur et directeur d'école, M. Fernand Rami, ont récemment visité le camp de Canjuers. Au programme de cette journée :

- Une visite des installations des subsistances et tout particulièrement de la boulangerie où les écoliers assistèrent à la fabrication du pain.
- Un exposé sur le camp.
- Une visite du camp bâti : le gymnase, la piscine, les chambres des hommes du rang, le foyer, le cinéma...
- Des tirs de chars au champ de tir des Amandiers.
- Des tirs de missiles Entac et SS 11 au champ de tir de la Buisnière.
- Une présentation de l'AMX 30, de l'AMX 13 et de l'E.B.R.
- Enfin des promenades en AMX-VTT.

Garçons et filles furent très intéressés par cette visite, posèrent des centaines de questions, couvraient de notes petits et gros carnets. Dès les jours suivants, avec beaucoup de spontanéité, les écoliers mirent « noir sur blanc » leurs impressions et leurs réflexions.

Très simplement nous leur laissons la parole.

CE QU'ILS EN PENSENT

Nous remercions le capitaine Ansguet pour sa patience et nous expliqués (Laurent)
 Ce militaire ne prêtait pas attention aux déserteurs. (Eric)
 1000m/2000 c'est une bonne mesure (Isabelle)

On trouve des chambres quand on y va (Robineau)
 Les armées sont à la mode (Isabelle)

Les militaires (ce) ont de quoi s'y divertir (Denis)
 La salle de cinéma est spacieuse et confortable (Christine)

— Explications parfaites de tous les officiers (Isabelle)

De voyage

« Nous avons eu la chance d'un beau temps (Marianne). Ce voyage m'a ému et ravi (Christine). J'ai trouvé le chauffeur aimable mais timide (Lousette). L'état impatient d'arriver au camp (Paul). »

De leur visite des installations des subsistances

Comparées à celle de Canjuers, les boulangeries de Flayosc sont bien petites (Denis). Le pain y est meilleur que chez nous (Fabienne). Les ouvriers boulangers ont du mérite (Dominique). Nous avons apprécié le petit déjeuner offert par le camp. (Mireille). L'adjudant-chef des subsistances était très aimable et très accueillant (Eric). Il s'est efforcé de tout nous expliquer en peu de temps (Laurence).

De leur réception à la salle d'honneur

Nous avons écouté avec attention la présentation détaillée du lieutenant-colonel Despont dans la salle d'honneur (Isabelle). La maquette du camp m'a surpris, je croyais Canjuers plus petit (Denis).

Des tirs des chars

Nous avons été impressionnés par les tirs des chars (Christine). Je n'ai pas été trop surprise par ces tirs (Mireille). Les éclairs de départ des coups me font comprendre pourquoi l'on peut photographier les tirs de nuit sans éclairage (Laurent). Nous avons apprécié d'être si près des chars en action (Véronique). Que de bruit! Que de bruit! (Isabelle). Maintenant, lorsque nous entendrons les coups à Flayosc, nous saurons d'où ils proviennent (Jean-Marc Simon). Les prudentes avaient mis du coton dans leurs oreilles (Isabelle). Comment imaginer que l'on puisse supporter le bruit lorsque l'on est dans le char (Pascal). Les chars cotéurs sont très nombreux (Jean-Marc). Nous remercions le capitaine Ansguet pour sa patience à nous expliquer (Laurent). Les militaires ne prêtent pas attention aux tirs de canons (Eric).

Des tirs de missiles

Cela m'a ravi (Vivienne). Vu ma petite taille je trouvais le char très profond (Piot). Les tirs de missiles étaient très précis (Jean-Marc Simon).

De la présentation des chars

La classe a suivi avec attention la visite des chars au P.C.I.T. (Christine). Les chars, après la manœuvre étaient très sales (Denis).

De la promenade en VTT

La visite en VTT m'a ravie et intimidée et j'aurais bien voulu qu'elle se prolonge (Christine). J'ai aimé d'être terriblement secouée (Mireille). Le chef du VTT prenait soin de nous (Laurence). Le chef de tout m'a enchantée (Isabelle). Avec le casque, je me sentais un soldat partagé à la guerre (Jean-Marc). Le chauffeur m'avertissait des trous rencontrés (Il a-t-est). Cela remue très vite (Dorolme). Je me sentais un vrai guerrier (Piot).

Leur impression finale

Devant faire le discours au colonel Despont, j'avais le cœur serré et ne pouvais trouver les mots nécessaires (Laurence). Les réponses de celui-ci étaient très précises (Robineau). J'ai trouvé le lieutenant-colonel Despont gentil et aimable (Isabelle). Le grandeur du camp m'a donné une impression de puissance (Mireille). Les filles devraient faire leur service militaire à dix-huit ans (Lisette). C'est le plus beau camp d'Europe (Lisette). Les gens qui critiquent l'armée feraient bien d'aller à Canjuers voir comment l'on nous reçoit (Danielle). Je remercie le commandant Vannereau et le colonel Despont qui nous ont consacré leur journée (Fabienne). Canjuers est une vraie petite ville (Eric). Je loue la patience et la bienveillante attention de tous ceux qui nous ont reçus (Robineau). Les bâtiments ressemblent à des copropriétés (Isabelle). Contenté, joyeux, enchanté, émerveillé (Laurence). J'envie les militaires de Canjuers (Christine) «



militaire... » et, tenez vous bien, « le climat civique de la nation qui, trop souvent, obscurcit le sens des valeurs que l'armée doit défendre, ce qui encourage l'action de la minorité hostile ».

Pour faire face à cette situation, la hiérarchie militaire dispose de deux armes dont elle use avec vigueur.

● **Côté importation**, une politique de propagande intensive, afin d'attirer sous les drapeaux des recrues qu'elle n'hésite pas à prendre au berceau. Tout y passe : affiches invitant à l'engagement, primes alléchantes, stands dressés au Salon de l'enfance ou à la fête « mouroisienne » des Tuileries... Propagande également dans les lycées et collèges, quand ce n'est pas dans les écoles primaires. Il arrive même que certains livrent aux militaires leurs futures victimes sur un plateau, comme le démontre l'encadré ci-contre extrait d'une très officielle revue militaire.

● **Côté exportation**, un refus systématique des demandes de résiliation de contrats. Un exemple parmi tant d'autres : celui de Gilbert Cornillon, médecin-aspirant à l'Ecole du Service de santé des Armées de Lyon. Il a demandé par quatre fois la résiliation de son contrat avant d'être finalement condamné, le 3 décembre 1976, à six mois de prison dont quatre avec sursis pour « désertion ». « Vous n'êtes pas un médecin désintéressé, vous voulez gagner de l'argent », a déclaré ce jour-là, sans rire le moins du monde, le Commissaire du Gouvernement en oubliant au passage que la société qu'il s'acharne à défendre à tout prix est justement basée sur l'appât du gain.

En fait, le problème se situe ailleurs. Comme le disait alors Gilbert Cornillon : « L'Armée, milieu où le doute n'est pas admis, la critique encore moins, devient rapidement hostile à celui qui ne marche pas au pas.

Intimidations, punitions, mutations se succèdent pour l'engagé qui, par prise de conscience ou par désillusion, surtout en ce qui concerne sa formation professionnelle, veut rompre son contrat. Le Ministère des Armées n'a-t-il pas dit qu'accepter une démission remettrait en cause l'existence des Ecoles du Service de Santé des Armées ? »

Quel aveu ! Ainsi donc l'édifice n'existe-t-il que par la contrainte. Comme on le voit, Jean-René Quinard n'est qu'une victime parmi tant d'autres et c'est bien ainsi qu'il entend mener son combat. Ce qui le différencie un peu de ses camarades, c'est qu'un beau jour, alors qu'il ne lui restait que trois mois avant l'expiration d'un contrat de sept ans, il a décidé de désertir afin de dénoncer publiquement certains procédés qu'il considère à juste titre comme « infâmes ».

Voilà pourquoi aujourd'hui il est en taule.



Anciens engagés nous avons lutté dans les casernes pour la revendication des droits démocratiques les plus élémentaires pour tous les militaires. Nous avons pu obtenir la résiliation de notre contrat qu'après affrontement avec la hiérarchie militaire et sa justice : interrogatoires, emprisonnement, cassation de notre grade de sous-officier. Jean-René Quinard vient de se faire arrêter et sera prochainement devant un tribunal militaire. La lutte qu'il a entreprise depuis sa désertion ne s'arrête pas pour autant.

Nous continuons cette lutte

- Contre la publicité mensongère qui embrigade chaque année des milliers de jeunes, dans de longs contrats non rachetables.
- Pour le droit réel à la résiliation de ces contrats, à tous moments et pour tous motifs.
- Contre la justice militaire et sa police.
- Pour les droits démocratiques les plus élémentaires.

Ainsi que la hiérarchie militaire tente de réprimer les mouvements visant à remettre en cause ses structures fondamentales et son rôle, il devient important, pour renforcer notre lutte, que les anciens engagés se joignent à nous et nous apportent témoignages et collaboration afin d'organiser le soutien aux appelés et engagés en lutte dans les casernes.

Bertrand Riche, Daniel Chauvieu

CNSLS % CONTÉ LARZAC 12 RUE CENSIER PARIS 6^e

La Gueule ouverte aide le plan Barre

LE BONHEUR EST DANS LE BLÉ

● Le printemps est là. On grelotte encore un peu partout, mais le calendrier est formel : c'est fait. Et, avec les bourgeons, revient le temps des jolies manifs au soleil. Reviennent aussi les flics. Il est donc particulièrement judicieux de faire une cure d'énergie avant de se lancer dans la rue pour dire merde au nucléaire et au reste et décamper vite fait devant la poulaille.



Un des trucs les plus efficaces et les moins chers qui soient, c'est le blé germé, qui vous transformerait un Woody Allen en Batman si on l'y poussait un peu. Il combat en effet le rachitisme, l'anémie, la décalcification et en prime il a des vertus aphrodisiaques. Que demander de mieux ?

C'est très simple à faire : une petite poignée de

bon blé complet bio dans une soucoupe, un peu d'eau de source en bouteille (1), et on attend qu'apparaisse sur chaque grain une petite tache blanche. Le blé germé ne doit pas être du blé pourri, on prendra donc soin de changer l'eau deux ou trois fois par jour. Pour bien profiter de toutes ses vertus, il faut le manger à jeun.



Moi, j'y ajoute une salade de fruits assaisonnée au citron et au sucre, avec un rien de crème fraîche. On ne se refait pas.

On pourrait se mettre un ou deux jours à bouffer du blé, c'est tout bénéfique pour les intoxiqués que nous sommes. Ainsi, je verrais bien au menu une grosse galette de blé, qu'on partagerait à table avec les exclamations ravies des petits enfants qui aiment tout ce qui ressemble à un gâteau et se bagarrent pour chourrer la plus grosse part.

Par personne, il faut une bonne poignée de blé (que l'on hache au moulin), un oignon bien rebondi, un œuf, une cuillerée d'huile d'olive. Les herbes, c'est selon ce qu'on aime et ce qu'on a dans son jardin ou au marché. On mélange le blé moulu, les oignons hachés, les œufs, l'huile, et un verre d'eau dans laquelle aura fondu une cuillerée de sel. On ar-



rose avec le jus d'un citron, et on complète la mixture d'une ou deux cuillerées à soupe de levure. On met de côté, que ça travaille un peu. Pendant quoi, on prépare un coulis de tomates. On ébouillante plein de tomates, qu'on pèle ainsi facilement. Au prix où sont les tomates, on peut recourir aux conserves. Je vous rappelle que les tomates que l'on nous vend en boîtes, n'ayant pas besoin de frimer aux étals des marchands, sont généralement moins trafiquées que les autres.

Dans une casserole pas timide, on met les tomates (si en boîte, jeter le jus, et ajouter un trait d'huile d'olive). On met de l'ail haché, préalablement doré à la poêle. On met une branche de thym, une feuille de laurier, et de la crème, pour lier. On travaille doucement jusqu'à ce que ça prenne un air de soupe assez liquide, mais pas trop. C'est coton à expliquer, il faut avoir le feeling.

Dans une poêle à la mesure de nos ambitions, on met la pâte de blé, qu'on étale tranquillement à la spatule de bois. Si c'est la première fois qu'on se lance dans cette entreprise céréalière, on graisse la poêle avec

toujours - de l'huile d'olive. Sinon, on se fait confiance et on sait que ça ne devrait pas attacher outre mesure. Dix minutes à feu moyen, puis, à l'aide d'une assiette à peine plus petite que la poêle on retourne, et on repart pour dix minutes. Le coulis, qui n'a pas quitté son feu (doux) doit avoir réduit d'un bon tiers.

On verse la Grosse Gallette sur le plat de service et on la nappe de tomate. Servir très chaud, avec un bol de fromage râpé pour les enfants, et une salade bien fraîche et croquante qu'on aura assaisonnée comme suit : trois cuillerées d'huile (olive, ou pépins de raisin) qu'on émulsionne avec une de moutarde dite « à l'ancienne ». On sale, poivre, et au dernier moment, on ajoute le jus d'un citron, ou du vinaigre qu'on fait soi-même, en aucun cas les acides tuants du commerce. Ceci était un repas vite fait, sain et nourrissant. La semaine prochaine, nous cuisinerons des futilités.

Anne Vergne

(1) l'eau du robinet fait foirer l'opération.

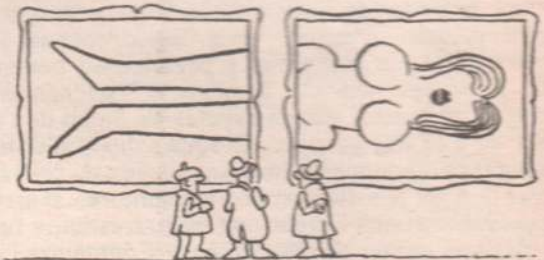


spécial copinage

Michel Barzin, sympathiquement connu dans les milieux écologiques belges, s'est réservé un peu de temps pour la gravure et expose ses œuvres à la galerie de la société royale des Beaux Arts de Liège, tour Ken-

nedy, rue des Croisiers 7, jusqu'au dimanche 10 avril. Des aquarelles de Jean Dechene sont également exposées au même endroit.

La galerie est ouverte tous les jours de 11 h à 14 h et de 16 h à 19 h.



bouquins

CAMBODGE ANNEE ZERO,

de **François Ponchaud,**
Julliard éd. 42 F

Le 17 avril 1975, le Cambodge était « libéré ». Des petits hommes vêtus de noir rentraient dans Pnom Penh par toutes les portes de la ville, sans bruit, la gueule neutre, entreprenaient très rapidement de canaliser la population vers les provinces avoisinantes. Des combattants âgés de quinze ans patrouillaient, fusil d'assaut chinois au flanc. Evacuation des hôpitaux : des malades sous perfusion, des blessés amputés de frais, des enfants atteints par les derniers bombardements se traînent hors de la ville. Les Khmers « rouges » annoncent une attaque américaine, et tirent quelques coups de feu en l'air pour convaincre les indécis.

A l'ambassade soviétique, on a pris ses précautions : des panneaux affichés sur les

portes annoncent aux valeureux libérateurs : « Nous sommes communistes, nous sommes vos frères. Présentez-vous avec un interprète parlant français ». Mais les valeureux libérateurs se méprennent, et ouvrent les portes à coups de B 40... soviétiques ! Outre des raisons de sécurité (la ville est le repaire idéal pour les opposants de tous les régimes), les Khmers invoquent, pour justifier l'évacuation totale et précipitée de la population, des motifs plus « philosophiques » : « A Pnom Penh, vous mangez du riz, mais vous n'en cultivez pas. Allez donc à la campagne où vous pourrez manger le riz que vous aurez cultivé ».

Après ? Le processus des épurations, tel qu'en lui-même rien ne le change, mais... perfectionné, plus terroriste encore - su



LE PRINTEMPS DE BOURGES, C'EST LA JOIE

Du mercredi 6 avril au dimanche 10, Bourges chantera, pour notre plus grand plaisir. Au menu de ces cinq jours de réjouissances, beaucoup de bateleurs, de batteurs de planches, tellement, qu'on ne peut pas vous en donner la liste. Signalons tout de même qu'il y aura Mama Bea Tekielsky, François Béranger, Ivan Dautin, Dick Annegarn, Font et Val, Catherine Ribeiro, Higelin, Orchidée, Colette Magny, Bernard Lavilliers, Tachan, Reggiani, Julos Beaucarne, Geneviève Paris... et, pour les vrais nostalgiques qui aiment entendre swinguer les fleurettes, Charles Trenet, lui-même en personne, SANS OUBLIER JOAN-PAU VERDIER...

Et c'est pas tout : il y aura du cinéma, et

des causeries ; il y aura la radio (France-Inter, représentée par Claude Villers), des spectacles pour les enfants et des expos, des stands. Tout un bazar si vous voyez ce que je veux dire. Prix des spectacles : de 8 à 30 F.

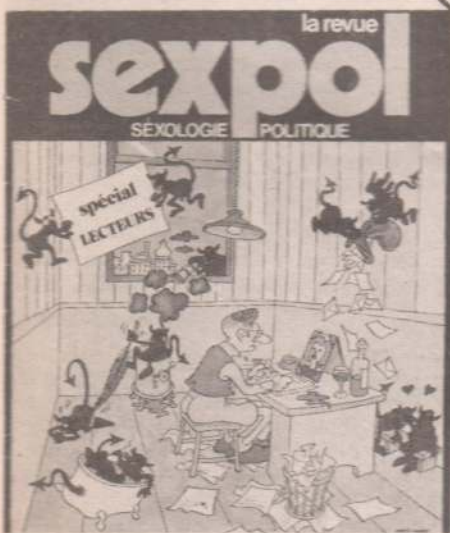
Tous renseignements complémentaires au Printemps de Bourges. Tél : (36) 24 82 22.

Bourges est presque pile au centre de la France, les absents n'auront pas l'excuse de l'éloignement, et quand, dans dix ans, on parlera encore de ces mémorables réjouissances, ils auront l'air nigaud comme tout. Les autres diront d'un air fier : « J'y étais ».

SEXPOL SPECIAL LECTEURS

● « Sexpol » numéro 13 est paru il y a un moment. On allait l'oublier ! Du vécu ! Des témoignages ! De la fesse autobiographique ! Au sommaire : une table ronde sur l'homosexualité des gens (sans intervention de Marc, qui refuse de jouer, comme il dit, « le pédé de service »), une interview de Rossolin (schizo notoire) par lui-même, des femmes qui aiment les femmes, un très bel article sur la mort-suicide d'un jeune homme, la répression dans les goulags, une analyse acerbe et signée M. Roy sur les tristement célèbres communes AA et leur façon de considérer l'homosexualité

● HOMOS/SUITE ● TABLE MORT ● BIO-ENERGIE ● AAO ● VASECTOMIE ● GOULAG ● REICH



c'est possible - que ce que nous sommes, hélas, habitués à connaître.

François Ponchaud est resté dix ans au Cambodge, en tant que « missionnaire au service de la communauté catholique ». Lorsqu'il a dû quitter le pays, il n'a fait battre le tam-tam : il croyait, cet honnête homme, qu'après « les premiers troubles qui suivent toute révolution, le calme serait revenu, que le bon sens paysan des paisibles Khmers aurait assoupli la raideur révolutionnaire ». Puis les informations arrivèrent : déportations, massacres, travail forcé. On ne passe pas dix ans dans un pays sans garder l'envie de savoir, de comprendre ce qu'il s'y passe. Le Cambodge était en pleine révolution. La seule solution qui restait à Ponchaud était, dans un premier temps, de rechercher et étudier les documents officiels, afin, dit-il, « de saisir le sens de la révolution et les objectifs qu'elle se donnait ». Pour ce faire, il va écouter la radio du nouveau régime, recueillir les témoignages des réfugiés, puis les vérifier, sans jamais perdre de vue que ce n'est pas de France qu'on écrit l'histoire de la révolution cambodgienne et en concluant : « Ce livre posera sans doute plus de questions qu'il n'en résoudra. »

Moi, je vais vous dire : les questions que pose « Cambodge année zéro », c'est des questions qui vous mettent un vilain froid dans le dos. La guerre, tout le monde sait bien que c'est l'horreur. Mais que la paix soit plus atroce encore, ça, franchement, ça fait très peur.

A.V.

ONNE VOUS DEMANDE PAS DE LIRE LA G.O. MAIS SEULEMENT DE VOUS Y ABONNER!

180 F POUR UN AN.



sexualité comme une maladie (de quoi frémir pendant dix minutes). Et deux papiers sur Reich, un de Ponthieu et un de l'ami Gintis. Jean Paul Laurens, prosélyte de la vasectomie, continue à prosélyter, et les notes de lecture sont toujours aussi bonnes.

Tout ça vous coûtera dix balles. Finalement, c'est un coup de bol qu'on l'ait oublié, ce numéro de mars : à peine vous l'aurez fini que celui d'avril sera sorti. Sexpol, journal d'analyse politico-sexuelle, en vente partout. Le réclamer à très haute voix.

Abonnement 10 numéros : 90 F. 70 F. pour les étudiants, les scolaires et les nécessiteux. BP 265, 75866 Paris Cédex 18. CCP 34301 36 la Source.

bouquins

LES VILLES ASSASSINEES

« Ouvrez le massacre » par Cabu et Bøglin (Editions du Sagittaire).



UNE MAQUETTE EN TÂTE DE FOIE, UN CONSEIL MUNICIPAL DE COMMERCANTS... ADOPTÉE! LA RÉNOVATION DU CENTRE-VILLE EST VOTÉE À L'UNANIMITÉ.

Châlons-sur-Marne ? Un arrêt du train Paris-Metz, une petite ville de Champagne sur la Nationale 3, une cité moyenne comme beaucoup d'autres en France.

« Avant », Châlons-sur-Marne était encore une vraie ville, avec un « tissu urbain

riche et complexe : des petites rues pittoresques et vivantes, des hôtels glorieux du XVII^e, quelques insolentes maisons du XV^e, un petit coin de Venise avec la rue des Vi-viers, la rue de la Petite Poissonnerie, la rue des Gantelets. Il y avait le Café des Oiseaux, la petite place à côté du quai des Gadz-arts le théâtre construit par Coluel en 1771. Des rues qui tournicotaient, une voûte de maronniers, la fille du géomètre rue Chamorin, des pêcheurs sur le quai, la crémière de la place de l'Hôtel de ville, Madame Vincent, qui demandait toujours aux acheteurs de fromage : « C'est pour le manger ce soir ou demain ? »... la ville chaleureuse et douce, la vie...

Il ne reste de tout cela que quelques cartes postales même pas jaunies, des souvenirs amers dans la tête de quelques-uns : tout a été détruit !

Les responsables ? La dernière guerre d'abord. Juin 1940 : Châlons criblée d'obus se tord dans les flammes. Un coin de ville disparaît à jamais. Mais ce que les Allemands n'ont pas détruit, d'autres s'y emploieront : juin 1954, puis juin 1972 : deux bombardements intensifs des bulldozers, plus dévastateurs encore que le premier. Les promoteurs-urbanisateurs et notables locaux écorchent le cœur de la ville.



LE THÉÂTRE SERA DÉMOLI. À SA PLACE SERA CONSTRUIT UN CENTRE COMMERCIAL. AVEC LA BÉNÉDICTION DES AFFAIRES CULTURELLES.

Châlons-sur-Marne, c'est maintenant asphalte et formica, voitures et Bazar de la Marne, Prisu, parkings, immeubles, centre commercial, Prémaman à la place du Bar du Pot d'Etain, le marchand de meubles « qui se veut salon des Arts ménagers » et le marchand de vêtements « qui se prend pour le Cardin du pauvre », des rues tristes et laides, une ville morte...

Au nom de quoi ? Officiellement : la croissance démographique et le nécessaire développement économique de la ville. Officieusement : le fric. Les yeux fixés sur la ligne bleue de l'Expansion, la tête tournée dans le sens de l'histoire et la main sur le portefeuille, les généraux-aménageurs ont commandé le tir et sont rentrés compter leurs ducats.



Il y a bien eu quelques déserteurs, quelques empêcheurs de gagner des ronds : ils se sont appelés « Les Amis du Vieux Châlons », ont fait quelques remue-ménages sur le champ de bataille, ont même occupé le quartier général pour tenter d'empêcher le massacre. Et ce n'était certes pas courant que de « paisibles citoyens commerçants, fonctionnaires, retraités amoureux de la ville, amis des arts et passionnés de belles choses, refusent de quitter la mairie et mobilisent la force publique ». Peine perdue : les gradés, habiles, firent quelques concessions, reconnurent les vertus de l'ennemi mais donnèrent par derrière l'ordre de l'anéantir. Le Vieux Châlons s'effondra.

Je n'ai jamais mis les pieds à Châlons-sur-Marne. « Ouvrez le massacre », le livre de Cabu et Bøglin, m'a tout raconté. Il m'a dit comment c'était « avant », comme c'est « maintenant » et m'a expliqué pourquoi. Il m'a tout montré, photos à l'appui et surtout avec les extraordinaires dessins-reportages de Cabu qui valent chacun mille explications. Passéisme stérile ? Il ne faut pas pleurnicher avec les vestiges du passé ? Les auteurs répondent : « Traiter avec les vestiges du passé n'est pas obligatoirement une attitude passéiste, et construire n'est pas forcément remplacer le charme désuet de certaines vieilles demeures par l'agressivité bétonnière, carapaçonnée de marbre, des nouveaux temples du commerce-roi » — « Il faut renouer avec l'histoire, avec la tradition, avec ce qui fit au fil des siècles ce que les spécialistes appellent si joliment le tissu urbain, mais sans tomber dans les pièges complaisants du rétro, du toc, du kitsch, du néo-chose si à la mode, si glorifié par tous nos impuissants cuculisateurs ».

On n'a pas besoin d'être allé à Châlons pour comprendre que ces deux-là ont perdu quelque chose, comme un petit bout de leur passé. On n'a pas besoin d'être allé à Châlons pour comprendre que tout cela n'est pas seulement le problème de Châlons, que c'est peut-être aussi le nôtre, celui d'un quartier de Paris ou un coin de Lille, de n'importe quelle ville. Et quand on voit détruire à jamais la ville que l'on a aimée, quand on voit effacer un gros morceau de ses souvenirs par la seule volonté et pour le seul profit de quelques imbéciles, on ne peut réfréner une petite boule dans la gorge ni empêcher ses poings de se serrer.

Dominique Simonnet

SUR LE TERRAIN



Lutte anti-nucléaire

BORDEAUX. Un groupe dont l'appellation n'est pas encore définie mais dont le projet est d'étudier les moyens pour reconstituer une opposition au développement de l'industrie nucléaire, se retrouve tous les lundis soir à 20 h 30, 47 rue de la Devise. Y a encore des places...

Dans le numéro de mars de « Braud dernière », on apprend que l'EDF a des projets, pour satisfaire son besoin en eau douce, dans la construction de la centrale de Braud et Saint Louis.

Le syndicat des eaux du Blayais ayant refusé les forages, pompages sur la nappe phréatique qui alimente en eau douce tout le bassin aquitain, le préfet aurait passé outre et donné l'autorisation de pompage, et en plus, toujours pour les besoins en eau douce d'EDF, il ferait son affaire de la canalisation de l'Isle, une petite rivière qui coule à 50 km environ de Braud.

Braud-dernière, c* G. Bernard, BP 150, 17005 La Rochelle. Abonnement un an : 12 F ou plus. CCP : G. Bernard Bordeaux 3134 Oix.

TOUS AU PROCES
CONTRE EDF-NErsa
Mardi 19 avril
9h30 - Palais de Justice, Lyon



CRUAS-MEYSSÉ. Tous les habitants de Montélimar et peut être même ceux des villages environnants ont reçu une très belle lettre du directeur régional d'EDF. Dans cette lettre, EDF rappelle que tous les habitants des communes avoisinantes le site, ont pu exprimer leur avis leurs suggestions et poser de nombreuses questions, lors de l'enquête d'utilité publique, et que cela sera examiné avec la plus grande attention. EDF signale aussi que la consommation d'électricité ne cesse d'augmenter, elle a battu tous les records en janvier dernier. Conclusion logique : « Nous devons donc construire de façon impérative de nouvelles centrales ». Ben voyons !

La dernière phrase dénote un enthousiasme mêlé de crainte : « Nous souhaitons que dans les mois qui viennent votre futur voisin EDF, établisse avec vous, comme il s'efforce de le faire partout en France, les relations les plus cordiales ». On compte sur les comités de la

vallée du Rhône, pour que leurs plus faibles espoirs soient profondément déçus.

MONTAGES VIDEO. Le collectif audiovisuel de Lyon a réalisé deux films vidéo de 40 minutes, que l'on peut se procurer auprès du collectif de diffusion vidéo « mon œil », 20, rue d'Alembert, 75014 Paris. Tél : 331.69.00 Le premier a été réalisé à partir du spectacle intégral de Jean Kergrist, dans la vallée du Rhône, à Pége du Roussillon, en mai 1976. Le deuxième a été tourné lors de l'occupation et de la marche des 3 et 4 juillet 1976, à Malville.

ST HILAIRE PEYROUX. Cotrèce. Un comité de lutte antinucléaire pourrait bien s'organiser si les intéressés du coin prennent contact avec P. et B. Lacombe, Fougères, 19560 St Hilaire Peyroux. Tél : 25.72.54.

A GRAVELINES, LE 14 AVRIL

Pour une large manifestation régionale d'entrave du chantier de Gravelines, un collectif fait des propositions : « Dans de nombreux pays industriels, les défenseurs de l'environnement ont réussi à ralentir ou stopper le développement du nucléaire. Dernièrement, en RFA, des succès très importants ont marqué l'opinion publique française, qui ne se scandalisera pas d'apprendre que des chantiers nucléaires sont attaqués, en France aussi. A Malville, les assises contre Super-Phénix ont relancé un vaste mouvement offensif ponctué d'entraves diverses, ces derniers temps. Une campagne nationale d'autoréduction de 15 % des factures EDF démarre, que tous les militants s'approprient à rejoindre. Un peu partout, aux dernières élections, les écologistes ont réussi des scores leur ouvrant une meilleure écoute de la part des partis, syndicats et surtout de l'opinion publique.

Devant notre manque de combativité contre Gravelines, ces derniers mois, le chantier progresse et EDF se prépare à faire construire l'usine d'enrichissement COREDIF, et une seconde centrale de quatre tranches pour l'alimenter. Sur notre littoral déjà tellement saccagé, le site de Oye-plage semble être retenu. Mais la dynamite des municipales a créé des liens, rallié des énergies et un collectif antinucléaire groupant cinq associations fonctionne maintenant à Dunkerque. Objectif : une entrave à Gravelines avant le rassemblement national à Malville, cet été. Avec le comité gravelinois, le CAP Calais et les Amis de la terre de Lille,

VOYAGE A CHALON SUR SAONE

Deux surgénérateurs de 1 800 MW, une usine d'enrichissement d'uranium, sans parler du canal Rhin-Rhône, ce ne sont pas les projets qui manquent sur les bords de Saône. Une manifestation est organisée le 23 avril, à 14 h, place de Beaune, à Chalon. Un départ en car de Paris est en train de s'organiser. Tous ceux qui envisagent d'utiliser ce moyen de transport sont priés de se faire connaître très vite en téléphonant au 331.22.74 ou en passant au Mouvement écologique, cité fleurie, 65, Bd Arago, 75013 Paris. Prix : 60 F.

BESANÇON. Dans le cadre de la journée d'action nationale contre Superphénix, une vingtaine de personnes ont investi les locaux d'EDF de Besançon, à 15 h environ, le 23 mars.

Après avoir distribué une plaquette antinucléaire au personnel et collé quelques autocollants sur les bureaux, elles ont obtenu une entrevue avec le directeur régional qui a fait entre autres la déclaration suivante : « Il n'y aura pas de centrale nucléaire dans la région, le débit des cours d'eau étant trop faible ». Il courait en effet à ce sujet, des bruits inquiétants.

On peut noter que dans les locaux EDF de nombreux panneaux publicitaires lumineux restent allumés toute la journée, et que le plafond de la salle de conférence disparaît sous les néons alors que les stores masquent de grandes fenêtres au milieu de l'après-midi.

Il y a encore beaucoup à faire : rendez-vous le 23 avril pour une manifestation à vélos ! Amis de la Terre, A.T.O.M.E., C/o Lenoux, 23-25, rue Hegenaud, 25 000 Besançon.

ce collectif vous appelle ainsi que tous les groupes antinucléaires de la région à une réunion préparatoire à l'action contre Gravelines.

Cette réunion capitale se tiendra le jeudi 14 avril, à 19 h 30, à Gravelines, 15 rue du Moulin, chez Devulder.

Il faut que tous les groupes de la région participent à cette préparation, en envoyant une délégation ou en faisant part de leurs suggestions et possibilités, par écrit, à la coordination, avant le 14 avril.

Pour le moment, nous appelons à une manifestation d'entrave du chantier les 25, 26, 27 juin.

La dernière réunion du collectif a mis en route une organisation dans laquelle chaque groupe doit jouer son rôle : tournée avec H. Tazieff, fête écologique, promotion d'énergies douces, 15 % et actions dans les bureaux d'EDF, contacts en cours avec nos voisins européens, information systématique auprès des partis, syndicats, etc.

Il faut que la mobilisation soit maximale. Il faut que chacun pèse ses responsabilités et s'engage concrètement ! Ensemble nous pouvons beaucoup ! Plus de demi mesures : l'arrêt de Gravelines, Oye-plage, Malville et ailleurs !

Secrétariat de coordination collectif dunkerquois, 19, rue Thiers, Dunkerque. Réunions chaque vendredi soir. Courrier : Alain Tredez, route de Pitgam, 59470 Zegers-Cappel. Tél : 68.05.13.

LETTRE OUVERTE AUX CHAMPENOIS.

Le Comité d'Organisation de la Défense du Site de Erstein-Gerstheim vient d'écrire une lettre ouverte, destinée à la population champenoise, pour les mettre en garde contre les projets « nucléaires » qui pourraient peut-être, se mettre en place dans leur région :

« Nous tenons à vous informer du risque d'implantation de centrales nucléaires en Champagne.

Le 7 mars 1977, la centrale nucléaire de Fessenheim I a été mise en route par EDF, malgré l'opposition de la population alsacienne et sans accorder les garanties élémentaires demandées par les opposants. Le 14 mars 1977, le tribunal administratif de Fribourg (Pays de Bade), interdit la construction d'une centrale nucléaire de même type, à Wyhl, sur le Rhin, étant donné les risques inacceptables que présente une telle centrale. Les normes de sécurité sont pourtant plus strictes en Allemagne qu'en France.

Par ailleurs, la population de Gerstheim, d'Erstein et des environs se bat depuis près de 8 semaines, contre la centrale nucléaire prévue sur le site de Gerstheim-Erstein.

Nous assistons actuellement pour toutes ces raisons à une prise de conscience grandissante en Alsace, à l'égard du danger nucléaire. EDF et les pouvoirs publics ne peuvent plus rester insensibles à cette opposition des populations contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Gerstheim-Erstein. Leur réponse ne doit plus tarder. La volonté populaire leur rappelle chaque jour, par l'occupation du terrain, que l'espoir va grandissant, de pair avec la détermination de tous.

Et pourtant EDF et les pouvoirs publics, même s'ils abandonnent leurs projets dans la plaine du Rhin, n'ont pas l'intention de renoncer à leur programme nucléaire. Un plan de rechange est prêt : la création d'un cœur énergétique : plusieurs dizaines de centrales nucléaires, en Champagne crayeuse :

● Creusot-Loire, constructeur de centrales nucléaires, propose dans un rapport intitulé « Pour une stratégie d'implantation des centrales électronucléaires » (ce rapport est diffusé par la F.F.S.P.N. 57, rue Cuvier 75005 Paris), de substituer à la dissémination actuelle des centrales nucléaires dans des zones à forte densité de population, vallée du Rhin, par exemple, la création en Champagne crayeuse « région moins peuplée », « d'un cœur énergétique à proximité des régions parisiennes, du nord et de l'est ».

● Par ailleurs, Monsieur Jean-Marie Lorentz, président de la Commission de l'Environnement du Conseil Général du Bas-Rhin, a fait la déclaration suivante : « Je me félicite de la décision du tribunal administratif de Fribourg d'interdire la construction de la centrale nucléaire de Wyhl, en face de Markolsheim. Les effets bénéfiques sont doubles. Au plan local, ce jugement évitera, au moins du côté allemand, soit d'accroître la pollution thermique d'un Rhin déjà malade, soit de produire des brouillards particulièrement indésirables. On relèvera au passage l'absurdité qu'il y a à implanter l'industrie nucléaire dans une zone dense, touristique, climatiquement sensible et aux besoins énergétiques largement couverts - cas du Rhin supérieur - et par contre l'intérêt que présenterait une production nucléaire en zone peu peuplée, proche des grands consommateurs - cas de la Champagne crayeuse, placée entre Paris, le Nord et la Lorraine... » (cité par Les Dernières Nouvelles d'Alsace, et Le Nouvel Alsacien du 17.03.1977).

Nous dénonçons l'hypocrisie d'une telle prise de position qui consiste à dire « pas de centrale nucléaire chez nous, c'est dangereux, mettez la en Champagne ».

Pour les raisons évoquées ci-dessus, nous mettons en garde la population champenoise des risques inacceptables qu'elle encoure dans le cas de la réalisation de ce projet. Nous appelons la population champenoise à s'organiser dès maintenant et à s'informer collectivement sur les dangers que représentent les centrales nucléaires.

Non aux centrales nucléaires en Alsace, en Champagne et ailleurs ! C.O.D.S.E.G., 1, rue du Maire Wust, 67150 Gerstheim.

ST ETIENNE. Le comité local d'information nucléaire 16, rue Marcellin Allard, 42000 St. Etienne, édite des **enveloppes** : « Non à Malville, super folie » au prix franco de 10 F les 100. Grouper si possible vos commandes.

AUTOREDUCTION 15 % EDF. Le comité autoréduction 15 % EDF de Toulouse s'est chargé d'organiser la coordination nationale des groupes autoréducteurs. Pour cela une réunion est prévue le **samedi 16 et dimanche 17 avril, à Toulouse.** Cette coordination doit permettre de faire le point sur les diverses actions engagées : compte bloqué, procès, versement des sommes autoréduites pour le développement des énergies douces, réactions d'EDF, actions futures.

Tous ceux qui désirent participer à ces journées peuvent-ils le faire savoir très rapidement en signalant les sujets qu'ils désirent aborder, au **groupe autoréduction 15 %, 3, rue Danton 31400 Toulouse.**

Le lieu exact sera confirmé ultérieurement. Un **numéro spécial de l'APRE-hebdo sur l'autoréduction** vient de paraître. Vous y lirez les détails de la campagne nationale d'autoréduction, les actions convergentes en direction d'EDF, un petit historique de l'action, un jeu de l'autoréduction, une série d'informations et d'adresses que nous reprenons, en partie, ci-dessous.

Vous pouvez vous procurer ce numéro spécial à **L'APRE-hebdo 12, rue Neuve du Patis, 542200 Montargis, contre 4 F.**

Voi la liste des comités autoréducteurs qui se sont fait connaître.

Pour la coordination nationale : Groupe autoréduction 3, rue Danton, 31400 Toulouse.

Pour la coordination Rhone-Alpes contre Super-Phénix : Comité Malville 1, rue Emile Zola, 38000 Grenoble.

Comité de sauvegarde du tauragais, anne Marie et Alain André, Les Toureux, 11320 Paulet.

Comité de Sauvegarde du littoral audois, 11330 Sigean.

G. Bernard BP 150, 17005 La Rochelle. Atome, Maddy et Claude Lorenzo, Routelle, 24410 Saint Vit.

Irène et David Roussée, 84-86 bat. 4, avenue Saint Exupéry, 31400 Toulouse.

Comité antinucléaire 18, rue du Palais de l'Ombrière, 33000 Bordeaux.

Groupe écologique de Touraine, 10, rue Jean Macé, 37000 Tours. Yves Lorzac, 69, rue de Cartal, 38170 Seyssinet.

Collectif de développement et de recherche des énergies douces 19, rue de la carterie, 44000 Nantes.

La rose de Tolède 37, rue du général Leclerc, Trentemoult, 44400 Reze.

Association pour la promotion des techniques douces, Jacky Lecointe 16, rue Longuet 45800 St Jean de Braye.

Nadine Posselo, le grand Frances les Venne, 47350 Sezyches.

Pollution-Non, 96, rue de Fivoli, 57000 Metz.

Comité antinucléaire 51, rue de Gand, 59000 Lille.

Comité antinucléaire 7, rue Royer, 59140 Dunkerque. Alain Tredez, route de Pitgam, 59470 Zeggscappel.

Comité antinucléaire, Annie Leleu, 2, avenue des roses, 56310 Odos.

Ecologie et survie, 10, avenue de Lattre de Tassigny, 68100 Mulhouse.

Confédération syndicale du cadre de vie, 27, rue Albert-Falsan 69009 Lyon.

Mr et Mme Giroud, 8, rue Pierre Termier, 69009 Lyon.

J.M. Asselin et R. Pluchet, 70, rue Croix d'Or, 73000 Chambéry.

Comité écologique des Deux Sèvres, Fabien Contable 58, résidence Mme de Caylus, 79000 Niort.

Philippe Dufetelle, 2, rue d'Acier, 81100 Castres.

Comité antinucléaire, centre culturel, 21, rue des Augustins, 82000 Montauban.

Le goinfre. C/O Lafargue, 20, rue Guillaume VII, 86034 Poitiers. Nature et Vie, 252 avenue Gabriel Péri, 91700 Sainte Geneviève des Bois.

Comité antinucléaire du Val d'Yerres, 57, rue Général Leclerc, 91300 Yerres.

Les Amis de la Terre, 5, rue E. Brisson, 94130 Nogent sur Marne.

anti-militarisme non-violence

DIJON. Trois inculpations avaient suivi une quinzaine de renvois de livrets militaires, l'an dernier. Le jugement sera rendu le 13 avril. La veille, le 12 avril, une nouvelle fournée de 14 personnes renverront leurs livrets, collectivement, par solidarité avec les 3 inculpés, et pour protester contre l'armée en général. Qui sera inculpé cette fois, la suite lors du prochain feuillet. Contact pour les désobéissants de la région : Jean-Marie Petey, 16, rue Petitot, 21000 Dijon.

NON VIOLENCE A LA GUEULE OUVERTE

Pour toutes les petites nouvelles de dernière heure sur les marches de l'été et pour la préparation intensive de la marche Paris-Taverny du 8 mai, une réunion publique aura lieu le **vendredi 15 avril, à 20 h 30, 46, rue de Vaugirard, 75006 Paris. Métro St Sulpice ou Mabillon.**

Les tracts illustrés par Cabu appelant à la marche Paris-Taverny sont à prendre à la Gueule Ouverte, 117, avenue de Choisy, Paris 13^e, ou à l'UPF, 4, rue Lazare Hoche, 92 Boulogne, ou au MAN-Paris, 37, bis rue des Maronites, 75020 Paris, Métro Couronnes ou Ménilmontant, à partir du jeudi 7 avril. Participation aux frais souhaitée mais non obligatoire.

MARCHE HAGUENAU-LANDAU. La prochaine réunion de préparation aura lieu le samedi 16 et dimanche 17 avril, chez J.P. Seitz, 70, route Bischwiller, 67500 Haguenau, Bat. 4, les Platanes.

tutti frutti

LIVRE MUNICIPAL. « Nous sommes en train de préparer un livre-bilan sur la campagne municipale des écologistes, à paraître chez Jean-Jacques Pauvert dans la collection animée par les Amis de la Terre. Pouvez-vous, si possible par retour du courrier, nous envoyer un court texte relatant votre action au cours de la campagne et vos projets pour le futur ? Texte dactylographié si vous le pouvez, recto seulement, pas plus de quatre feuillets, 60 signes par ligne, 25 lignes par feuillet, double interligne. Cette présentation nous fait gagner du temps, mais nous acceptons aussi les manuscrits.

D'autre part pouvez-vous joindre à ce texte un exemplaire de chacun de vos tracts, affiches, professions de foi, ainsi que de tous les autres documents qui vous sembleraient intéressants, notamment photos ?

Si vous souhaitez en outre vous exprimer sur les problèmes généraux de l'écologie ou sur tout autre sujet, ne vous privez pas de le faire. Il va de soi que ce livre collectif n'est pas exclusivement réservé aux groupes qui ont présenté des candidats.

Ce livre doit paraître très rapidement. Il est donc essentiel que nous recevions tous les textes et documents dans les plus brefs délais. Nous nous engageons à ne pas modifier les textes sans consulter les auteurs. Vos frais seront de toute façon remboursés, et nous devons étudier ensemble une formule financière qui permette de rémunérer le travail de chaque groupe.

Le livre sera complété par une bande vidéo. Le collectif de réalisation de ce livre est indépendant des Amis de la Terre et de Paris-Ecologie. Il est responsable devant l'ensemble des groupes locaux et de quartier. Le collectif : Roland de Miller, Philippe Ronce, Laurent Samuel, Carole Scipion, Françoise Simpère, Dominique Simonnet (liste non fermée).

Livre Municipal, c/o Amis de la Terre, 117, avenue de Choisy 75013 Paris. Tél : 707.41.19.

MOUVEMENT FRANÇAIS POUR L'ABONDANCE. La Gueule Ouverte dans « Sur le Terrain », N° 151, a publié un communiqué de Madame Duboin Mon, professeur de Physique, à Jussieu, qui se présentait comme présidente du Mouvement français pour l'abondance (MFA-SD).

Nous avons passé ce communiqué, sans vérifications, et nous avons reçu de Charles Lorient les photocopies de la déclaration en Préfecture du bureau du MFA-SD, et de la déclaration du siège social du MFA-SD, 61, rue Pasteur, 93 000 Bobigny. (J.O. du 22 mars 1977, page 1568). En conséquence, l'article publié dans le N° 151, émane d'une personne non autorisée à parler au nom du MFA-SD. Charles Lorient nous a demandé de publier une mise au point sur la teneur de l'article, en ce qui concerne les présidentielles, que nous publierons dans un prochain numéro.

TELEVISION. L'émission « A la bonne heure » diffusée sur TF 1 à 18 h 30, propose une série sur la protection de la nature, les mardi 12, mercredi 13, jeudi 14 et vendredi 15 avril. Le mardi 12 sera consacré à la protection des espèces, avec Jean Dorst, directeur du musée d'histoire naturelle ; le mercredi 13 : protection des espaces, avec deux reportages dans les Cévennes, en Bretagne et dans la région de Chambord ; le jeudi 14 : oiseaux sans frontières. Le vendredi 15, c'est là qu'on rigole très fort, le ministre de la qualité de la vie, devenu maintenant ministre de l'environnement et de la culture, D'Ornano répondra aux questions des journalistes de la presse spécialisée, à la veille de la journée de l'arbre ! Combien d'arbres contre une centrale nucléaire, Monsieur D'Ornano ?

« **COMBAT NON VIOLENT...** est paru de justesse... ! puisque les locaux du journal ont été pour la deuxième fois perquisitionnés. En effet deux sombres individus appartenant à la rédaction du journal sont inculpés dans l'affaire du vol de 60 Kg de documents à la NERSA - EDF. C.N.V. publie une liste d'adresse des entreprises et des centres administratifs concernés par la construction de Superphénix, ainsi que plusieurs documents échappés des mains d'EDF.

Dans ce numéro, des infos sur l'armée, l'activité des groupes non violents, un texte sur la fonction de l'orgasme d'après la pensée de Reich.

Combat non violent, B.P. 26, 71800 La Clayette, vendu par abonnement de 75 à 150 F suivant les revenus, 50 F pour les authentiques fauchés, insoumis, objecteurs, taulards... Exemplaire gratuit sur demande.

UN HANDICAPÉ EN CORRECTIONNELLE. Le jeudi 7 avril à 13 h 30, à la 14^e chambre correctionnelle du Tribunal de Paris, Charlie Koskas, handicapé physique, membre du Comité de lutte des Handicapés, comparaitra pour vol de disques (pour un montant de 421 F) à Euromarché.

Charlie Koskas assurera lui-même sa défense et entend démontrer que les handicapés étant exclus de tout loisirs sont contraints de passer dans l'illégalité pour accéder aux distractions de tous.

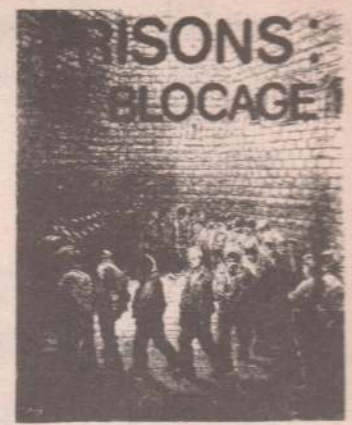
Charlie Koskas entend aussi protester énergiquement contre l'inculpation comme complice de Bruno Lamaison qui ce jour là poussait le fauteuil roulant.

Le C.A.P. et le C.L.H. appellent à venir nombreux soutenir le combat de Charlie Koskas.

PHOTO POLITIQUE. Dans le cadre des manifestations prévues au tour de l'exposition sur « l'imagerie politique », du 6 avril au 8 mai, le centre de création industrielle organise un grand concours photographique centré sur les élections municipales de mars. Le concours est ouvert à tous les photographes non professionnels, résidant en France. Chaque concurrent ne pourra envoyer plus de 3 photos différentes. Celles-ci devront être en double exemplaire sur tirage papier 18 X 24 en blanc et en couleur. Les envois doivent être adressés avant le 11 avril au centre Pompidou, concours photo, 75 191 Paris cedex 04.

actes

13
14



20 F

cahiers d'action juridique bimestriels

A quoi servent les prisons ? A menacer ceux qui seraient tentés de tricher avec le jeu de la soumission sociale. Les riches ne vont jamais en taule. Ce numéro d'« Actes » aborde le problème sous l'angle du fonctionnement totalitaire de la prison. Même « réformée » la prison se porte bien et les prisonniers meurent. (20 F. 1, rue des Fossés St Jacques 75005 - Paris.)

DECOUVERTE. Un stage découverte du milieu montagnard haut alpin, à travers la pratique du ski de fond, aura lieu du 10 avril au matin au 16 avril inclus, à Embrun, entre Gap et Briançon. Le prix global tout compris sauf le voyage, est de 350 F. Les renseignements et les inscriptions vous seront donnés au centre polyvalent de vacances populaires, le Chadenas, 05200 Embrun.

COOPERATIVE BIOLOGIQUE. Pour faire partie de la coopérative Nature et Vie Quercy-Rouergue, il suffit d'écrire : « Les rosiers » Hymes-Auzits, 12390. CCP 294 69 M Toulouse. Tél : (65)43.81.25. en envoyant 20 F de droit d'adhésion. Vous aurez ensuite la possibilité d'avoir de la bonne bouffe sur votre table !

AUTOROUTE. L'enquête d'utilité publique en vue de la construction de la section de l'autoroute A10 entre Poitiers et Bordeaux, va être ouverte du 1^{er} avril au 3 juin. Considérant la destruction du monde rural qu'engendre la construction d'une telle autoroute, étant convaincu du peu d'intérêt économique d'une telle entreprise, surtout à l'heure des économies d'énergie, nous souhaitons entrer en contact avec tous ceux qui partagent nos craintes et sont prêts à s'opposer à ce projet. C.A.N., Fendieux, 17350 Savinien.

« La Gueule Ouverte »
fondateur : Pierre Fournier
directrice de la publication :
Isabelle Cabut

responsable de la rédaction : Arthur
secrétaire de rédaction : Laurent Samuel
maquette : Rose Dentin
assistant à la maquette : Petit-Roulet
administration :

« les éditions PATATRAS »
société de presse au capital de 2 100 F
117, avenue de Choisy, 75 013 Paris.
Tél : 707 41 19.

composition et photogravure : Graphiti
5, rue des Petits-Hôtels, 75 010 Paris.
imprimerie : « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, 75020 Paris.

abonnements : un an : 180 F ;
6 mois : 95 F ; 3 mois : 50 F
par chèque bancaire
chèque postal ou mandat
adressé aux éditions Patatras,
117, avenue de Choisy
75013 Paris

peine de mort

Les documents (lettre et « mémoire ») que nous publions aujourd'hui sont parvenus le 19 mars à Bruxelles, via le Secours Rouge italien. Nous ignorons encore de quelle façon il a été possible de les faire sortir de la prison de Trieste, où sont emprisonnés ces deux jeunes Français condamnés à mort par contumace, et menacés d'extradition.

Depuis que nous sommes en possession de cette lettre et du résumé de l'« affaire », aucune nouvelle information sur le sujet. Il est de toute façon probable qu'au cas où il serait accordé une réponse favorable à

la demande d'extradition formulée par les autorités françaises, un maximum de précautions et une grande discrétion seront de mise côté « officiels » pour régler ce cas.

C'est pourquoi, bien que nous n'ayions pas en main tous les éléments de l'affaire, nous tenons à vous présenter ces deux textes, ce dossier. Le camarade qui nous les a fait parvenir écrit : « La lecture de la lettre vous indiquera pourquoi j'insiste sur la nécessité d'une intervention rapide ».

A.V.

NOUS ne sommes pas exactement des détenus politiques, mais nous joignons un mémoire expliquant notre histoire, les faits qui nous sont reprochés et notre certitude d'avoir été condamnés à mort par contumace en France plus selon une fiche nous définissant anarchistes dangereux dans les dossiers de la police française (une définition bien excessive) que pour les faits qui nous sont reprochés (complicité de tentative d'attaque à main armée) et dont nous sommes innocents.

La Cour d'Appel de Trieste, le 3 février 1977, a émis une sentence disant NON à notre extradition en France... Les motifs de cette sentence sont principalement le fait que l'Italie a ratifié le traité européen d'extradition de 1957, où les pays ayant aboli la peine de mort ou ne l'appliquant plus déclarent ne pas accorder l'extradition pour des délits punis de la peine de mort dans l'Etat requérant.

Le Procureur de la République de Trieste a formulé un pourvoi en Cassation contre cette sentence, déclarant que l'accord franco-italien de 1870 est toujours valable, le France n'ayant pas ratifié le traité européen d'extradition de 1957. Or, en 1870, l'Italie aussi appliquait la peine de mort.

Nous sommes donc toujours détenus, attendant la sentence de la Cour de Cassation. Nous espérons ardemment que la sentence de Trieste sera confirmée et nous écrivons pour savoir s'il serait possible pour nous de retourner en Belgique sans risquer une nouvelle arrestation au cas où nous ne serions pas extradés. En effet, notre avocat pense qu'en aucun cas, nous ne pourrions rester en Italie.

Nous serions extrêmement heureux de pouvoir obtenir l'asile ou la naturalisation en Belgique. Nous considérons, après quatre ans de résidence, ce pays comme notre véritable patrie et y avons déjà envisagé notre avenir. Nous nous y sommes mariés le 10/2/73 à Bruxelles.

Nous avons adressé une lettre au souverain, avec un double adressé à l'Ambassade de Belgique à Rome. Cette lettre est restée sans réponse, mais nous avons eu la preuve qu'elle était parvenue à l'Ambassade. Nous avons parlé au téléphone avec le Consul de Belgique à Rome. Il nous a adressé ses

vœux, nous a assuré que nous pouvions vivre en toute impunité en Belgique si la France ne réclame pas notre extradition ; mais que si la France sait que nous sommes à... où sont encore tous nos biens et fait les démarches de demande d'extradition, les tribunaux devront examiner notre cas comme ils le font actuellement en Italie.

Le Consul nous a affirmé que la citoyenneté belge pouvait, dans certains cas, être examinée après trois ans de résidence. Peut-être serait-il possible d'entreprendre les démarches actuellement ?

Nous sommes extrêmement angoissés à l'idée de notre futur. Nous avons peur de passer notre vie à être pourchassés, toujours détenus ou vivant dans l'angoisse d'être arrêtés. Nous mettons beaucoup d'espoir dans votre action... »

Eliane Giraud - Christian Sagnard
Carcere di Trieste
Via Coroneo 26
Trieste - Italia

MEMOIRE

Bien que Christian soit de famille ouvrière socialiste, et moi de famille artisan, catholique, gaulliste ; bien que Christian ait commencé à travailler à 14 ans et que je sois allée au lycée, puis à l'Université, nous avons suivi le même chemin : révolte contre une société hypocrite où la misère noire voisine avec l'opulence.

En 1967, Christian est appelé à faire le service militaire. L'armée française vit encore à l'heure du colonialisme (l'Algérie n'est indépendante que depuis cinq ans). Les « glorieuses » campagnes d'Indochine et d'Algérie, et donc le racisme, sont quotidiennement à l'ordre du jour. Il ne peut le supporter et déserte. Il fera quatre mois de prison militaire avant d'être réformé.

En 68, c'est la grande révolte et la grève générale en France. Christian, dans le cadre de l'usine, et moi dans celui du lycée, nous prenons part au mouvement général et aux manifestations.

Et, surtout, durant cette période, nous sommes membres actifs du comité de défense de Raton et Munch, deux pauvres héros choisis pour venger la

ON NE SUPPRIME PAS LES CONSEQUENCES SANS SUPPRIMER LES CAUSES



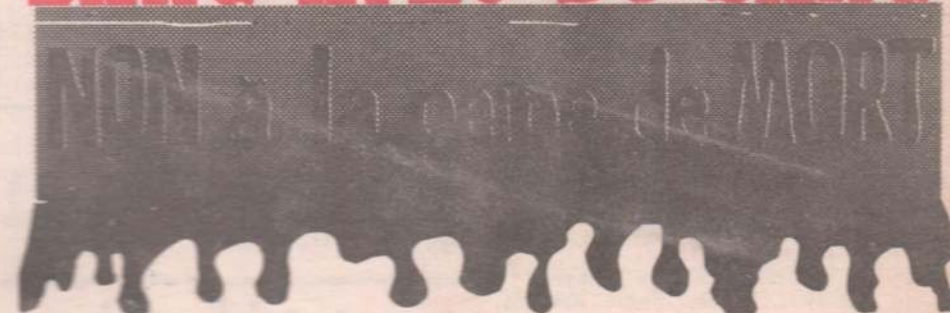
- ON NE SUPPRIME PAS LE PROFIT AVEC DES AMENDES

- ON NE SUPPRIME PAS LE VIOL PAR LES ASSISES

- ON NE SUPPRIME PAS LES ACCIDENTS DU TRAVAIL AVEC DES JUGES ROUGES

- ON NE SUPPRIME PAS LE VOL PAR LA PRISON

ON NE LAVE PAS LE SANG AVEC DU SANG



A la suite de l'appel lancé par le Comité de Liaison contre la Peine de Mort, devenu Comité de Liaison contre les Peines Perpétuelles (117, avenue de Choisy, 75013 Paris), un comité s'est constitué, à Toulouse, autour de l'Association Toulousaine d'Ecologie, du CLO, de l'Imprimerie 34. Une affiche a été réalisée ainsi qu'une exposition, des tracts. Toutes les personnes intéressées sont invitées à se joindre au groupe afin de pouvoir envisager des actions de plus grande envergure.

On peut commander l'affiche au prix minimum de 5 F les 10, 20 F les 50, 30 F les 100. Affiches et contact : ATE, 12 bis, rue Dantesac, 31 300 Toulouse.

mort d'un commissaire de police tué plus ou moins accidentellement lors d'une manifestation à Lyon, le 24 mai 1968. Raton et Munch seront déclarés innocents par la Cour d'Assises du Rhône après deux ans et demi de prison.

En 71, nous sommes fichés par les Renseignements généraux (police politique) comme anarchistes dangereux. Nous l'apprenons lorsqu'au cours d'un contrôle de police de routine sur la route, on nous met une mitraillette sur le ventre : « Les mains en l'air ! Quittez vos chaussures ». On fouille nos bagages (Nous comprenons ce jour-là à quel point est point est policier cet Etat qui se veut le champion de la liberté de pensée).

En février 72, une tentative d'attaque à main armée dont nous connaissons l'existence mais dans laquelle nous n'entrons pour rien. Nous apprenons que la police nous cherche, nous n'avons pas fait de prison pour non-dénonciation de malfaiteurs (c'est ce à quoi nous pensons à l'époque) alors que nous sommes innocents, et nous quittons la France. Nous avions hurlé pour que les libertés ne soient pas bafouées, et la première des libertés n'est-elle pas de ne pas aller en prison pour rien ? Nous allons en Algérie, où je serai professeur de français mais Christian ne trouvant pas de travail, nous quittons l'Algérie pour la

Belgique le 24 décembre 1972. Nous y vivons près de quatre ans, inscrits aux registres de la population et vivant dans la plus parfaite légalité.

Nous avons été arrêtés le premier octobre 1976 à Trieste, où nous étions de passage pour deux jours (touristes). Un mandat d'arrêt européen était lancé contre nous.

Après deux mois de prison, le mandat de capture. La France réclame notre extradition pour tentative d'attaque à main armée (Christian) et complicité de tentative d'attaque à main armée (Eliane).

La Cour d'Assises de Haute Garonne, nous jugeant par contumace et sans défense le 13/12/73 (sur base de quelles preuves, puisque nous SOMMES INNOCENTS ?) nous a condamnés sans rémission, en choisissant pour nous LA MORT. Pourquoi le peine de mort pour un délit de ce genre ? Même si le Code Napoléon admet cette peine, maints exemples dans les journaux nous ont appris que les tribunaux français jugeant par contumace ce genre de délits condamnent généralement à des peines infiniment moins fortes.

Une condamnation politique sur base de cette fiche nous définissant arbitrairement comme anarchistes dangereux a-t-elle été greffée sur la condamnation pour un délit de droit commun ? NOUS EN SOMMES CONVAINCUS.